

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3040

[C - 2009/27163]

## 27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des sols

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, notamment les articles 2, 14° et 24°, 8, 13, 23, 27, 28, 32 et 68;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4 et 5;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment l'article 3, alinéa 2, 3;

Vu l'avis n° 56.228/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I<sup>er</sup>. — Définitions et généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° « décret » : décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols;
- 2° « administration » : administration au sens de l'article 2, 14°, du décret, à savoir le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement (DGO3), ou son délégué;
- 3° « organisation d'assainissement du sol » : société momentanée ou personne morale agréée pour exécuter, conformément à l'article 23 du décret, les obligations d'un ou de plusieurs titulaires des obligations visées à l'article 18 du décret, selon les modalités déterminées par le présent arrêté;
- 4° « CWBP » : Code wallon de Bonnes Pratiques qui constitue l'ensemble des procédures standards, mis à disposition du public par l'administration notamment via le portail environnement du site Internet de la Région wallonne;
- 5° « CWEA » : Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse, approuvé par l'administration mis à disposition du public par l'administration notamment via le portail environnement du site Internet de la Région wallonne.

**Art. 2.** Le certificat de contrôle du sol défini à l'article 2, 24°, du décret contient au minimum les informations suivantes :

- l'identification et la localisation du terrain;
- les données cadastrales;
- le(s) type(s) d'usage(s) considéré(s) en référence à l'annexe 2 du décret;
- le(s) valeur(s) particulière(s) du terrain;
- la description des mesures de sécurité et de suivi en ce compris, s'il échet, les restrictions d'usage;
- la référence des études d'orientation ou de caractérisation ou de l'évaluation finale des actes et travaux d'assainissement;
- la date de délivrance du certificat;
- l'identité, les coordonnées et qualité du (des) destinataire(s) du certificat.

**Art. 3.** Les organes visés à l'article 8, dernier alinéa, du décret sont l'ISSeP et la SPAQuE.

## TITRE II. — Agréments

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Types d'agréments

**Art. 4.** Quatre types d'agréments sont établis :

- 1° l'agrément en tant qu'« expert de catégorie 1 » est requis pour la réalisation des missions suivantes :
  - a) élaborer une étude d'orientation telle que visée aux articles 37 à 41 du décret;
  - b) élaborer une étude de caractérisation telle que visée aux articles 42 à 46 du décret;
  - c) proposer et diriger l'exécution de mesures de sécurité ou de mesures de suivi telles que visées à l'article 2, 11° et 12° du décret, proposées à l'issue d'une étude d'orientation ou de caractérisation;
  - d) élaborer une étude indicative ou une étude de caractérisation telles que visées aux articles 681bis/63 à 66 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du RGPT en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service;
- 2° l'agrément en tant qu'« expert de catégorie 2 », est requis pour la réalisation des missions suivantes :
  - a) élaborer une étude d'orientation telle que visée aux articles 37 à 41 du décret;
  - b) élaborer une étude de caractérisation telle que visée aux articles 42 à 46 du décret;
  - c) élaborer un projet d'assainissement, tel que visé aux articles 53 à 63 du décret;
  - d) assurer la surveillance des actes et travaux d'assainissement et établir l'évaluation finale, telles que visées aux articles 65 à 67 du décret;
  - e) proposer et diriger l'exécution de mesures de sécurité ou de mesures de suivi telles que visées à l'article 2, 11° et 12° du décret;
  - f) élaborer une étude indicative ou une étude de caractérisation ou un plan d'assainissement tels que visés aux articles 681bis/63 à 67 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du RGPT en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service;

- 3° l'agrément en tant que « laboratoire » est requis pour la réalisation des analyses de sol dans le cadre du décret et du présent arrêté, conformément au CWEA;
- 4° l'agrément en tant qu'« organisation d'assainissement du sol » est requis pour la réalisation des missions suivantes sans préjudice des dispositions prévues à l'article 56 et 57 du décret :
  - a) coordonner les études, actes et travaux d'assainissement des terrains définis dans le cadre des modalités prévues à l'article 23 du décret en établissant la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations et des assainissements qu'elle s'engage à respecter et qu'elle soumet à l'approbation de l'administration;
  - b) diriger la réalisation des études d'orientation, des études de caractérisation et des projets d'assainissement des terrains visés sous a);
  - c) diriger la réalisation des opérations d'assainissement des terrains visés sous a).

#### CHAPITRE II. — Procédure d'agrément

**Art. 5.** La procédure d'agrément telle que définie aux articles 28 à 36 du décret s'applique également aux organisations d'assainissement du sol.

#### CHAPITRE III. — Conditions d'agrément

##### Section 1<sup>re</sup>. — Conditions générales

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément peut être délivré à une personne morale ou à une personne physique moyennant le respect des conditions fixées par le présent arrêté.

§ 2. Une même personne peut solliciter plusieurs types d'agréments.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'agrément en tant qu'organisation d'assainissement du sol ne peut être délivré qu'à une personne morale ou une société momentanée, conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 4°; l'agrément en tant que laboratoire ne peut être délivré qu'à une personne morale.

**Art. 7.** La délivrance de l'agrément est soumise aux conditions générales suivantes, dans le chef du demandeur :

- 1° s'il s'agit d'une personne morale ou d'une société momentanée, avoir été constituée conformément à la législation d'un Etat membre de l'Union européenne et avoir son administration principale ou son siège principal au sein de l'Union européenne, ou y avoir son siège social, à condition que ses activités aient un lien réel et durable avec l'économie d'un Etat membre de l'Union européenne;
- 2° posséder ou avoir à son service contractuellement une ou plusieurs personnes qui possèdent un diplôme à caractère scientifique de niveau universitaire ou équivalent, jugé suffisant par l'administration eu égard aux compétences requises pour l'agrément sollicité.

Le service contractuel doit être entendu comme la disponibilité du travail d'un employé en relation subordonnée sous contrat de travail, ou la disponibilité continue, pendant toute la durée sollicitée, des services d'un indépendant;

- 3° posséder ou avoir à son service contractuellement une ou plusieurs personnes qui disposent d'une expérience professionnelle de trois ans minimum dans le(s) domaine(s) couvert(s) par l'agrément sollicité, acquise dans les six ans précédant la date de la demande d'agrément;
- 4° posséder au moins une personne habilitée chargée de contresigner :
  - a) tout rapport, étude ou projet établi en vertu du décret et du présent arrêté;
  - b) tout rapport de prélèvement effectué par un préleveur agissant sous sa responsabilité.

La personne habilitée participe activement à des séances d'informations ou de formations en rapport avec ses missions à concurrence d'au minimum vingt heures par an en vue de disposer notamment d'une parfaite connaissance du décret, de ses arrêtés d'exécution, des CWEA et CWBP et des autres documents techniques et réglementaires en rapport avec le décret;

- 5° disposer des moyens techniques et financiers suffisants pour accomplir les missions pour lesquelles l'agrément est requis;
- 6° disposer d'une capacité rédactionnelle suffisante en langue française ou allemande;
- 7° ne pas avoir encouru une condamnation produisant encore ses effets par une décision coulée en force de chose jugée pour une infraction aux législations environnementales régionales, fédérales ou toute autre législation environnementale d'un Etat membre de l'Union européenne.

Pour les personnes morales, cette condition doit être rencontrée dans le chef des administrateurs, gérants et toute autre personne ayant le pouvoir d'engager la société, de même que dans le chef de la société elle-même. Pour les sociétés momentanées, cette condition s'étend à chacun des associés.

##### Section 2. — Conditions spécifiques

**Art. 8.** Sans préjudice des conditions visées à l'article 7, la délivrance de l'agrément en tant qu'expert de catégorie 1 ou 2 est soumise aux conditions particulières suivantes, dans le chef du demandeur :

- 1° disposer personnellement ou contractuellement :
  - (a) d'un modèle d'analyse des risques pour la santé humaine des polluants du sol et de modèle(s) d'analyse des risques de dispersion des polluants dans les eaux souterraines, acceptés par l'administration;
  - (b) d'au moins une personne qualifiée ayant l'expérience nécessaire pour appliquer ces modèles et pour en interpréter les résultats;
- 2° disposer d'une assurance responsabilité professionnelle couvrant les activités au titre desquelles l'agrément est demandé et couvrant la période sollicitée;
- 3° disposer d'un manuel de qualité. Le manuel de qualité décrit le système de management de la qualité mis en place par l'expert dans le but d'atteindre des objectifs fixés en matière de qualité des prestations fournies.

Le système de management de la qualité définit l'organisation, les processus, les procédures et les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs de qualité fixés. La mise en œuvre et le maintien du Système de Management de la Qualité sont placés sous la responsabilité du Responsable Assurance Qualité.

**Art. 9.** Sans préjudice des conditions visées à l'article 7, la délivrance de l'agrément en tant que laboratoire est soumise aux conditions particulières suivantes, dans le chef du demandeur :

- 1° disposer d'un avis favorable de l'administration sur le rapport d'enquête technique et d'audit réalisé par l'ISSEP.

L'enquête technique et l'audit portent sur l'organisation du demandeur, la vérification des capacités techniques, des installations et équipements, des procédures, des moyens humains, des qualifications dont dispose le laboratoire en ce compris la réalisation d'analyses de contrôles sur des échantillons tests ainsi que l'audition des personnes ressources et mise en évidence de tout élément pouvant interférer avec la délivrance de l'agrément ou sa mise en œuvre.

Les frais liés à l'enquête technique et à l'audit sont à charge du demandeur;

- 2° mettre en place les mesures nécessaires visant à disposer d'une accréditation dans le référentiel NBN EN ISO 17025 ainsi que d'une assurance qualité BELAC portant sur les méthodes d'analyses des paramètres visés à l'annexe 1<sup>re</sup> du décret et disposer d'un planning pour l'obtention de l'accréditation sur l'ensemble de ces méthodes;
- 3° mettre en place un système de management environnemental et d'audit conforme au Règlement CEE n° 761/2001 du 19 mars 2001 permettant la participation volontaire des titulaires d'agrément à un système communautaire de management environnemental et d'audit en vue d'obtenir l'enregistrement « EMAS ».

**Art. 10.** La délivrance de l'agrément en tant qu'organisation d'assainissement du sol n'est pas soumise aux conditions générales visées à l'article 7, 4° et 6°.

#### CHAPITRE IV. — Contenu de la demande d'agrément

**Art. 11.** Le formulaire de demande d'agrément visé à l'article 28 du décret est repris en annexe au présent arrêté. La demande est adressée à l'administration par pli recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine.

##### Section 1<sup>re</sup>. — Renseignements généraux

**Art. 12.** Pour tous les types d'agrément, la demande comporte les renseignements généraux suivants :

- 1° le type d'agrément sollicité en référence à l'article 4;
- 2° l'identification du demandeur et, s'il s'agit d'une personne morale ou d'une société momentanée, une copie des statuts coordonnés, et le ou les noms des personnes physiques engagées pour exercer les activités au titre desquelles l'agrément est demandé;
- 3° le descriptif et une copie du (des) diplôme(s) du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé;
- 4° la preuve que le demandeur dispose de l'expérience et des qualifications professionnelles requises, notamment par :
  - a) un *curriculum vitae* de la ou des personne(s) qui en dispose(nt);
  - b) une liste des missions déjà effectuées dans le cadre du ou des domaine(s) couvert(s) par l'agrément sollicité et un inventaire sommaire des rapports, études ou projets menés dans ce cadre.
- 5° un relevé des moyens techniques et des équipements dont le demandeur dispose;
- 6° une déclaration sur l'honneur par laquelle le demandeur atteste qu'il dispose des moyens financiers suffisants pour accomplir les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité ainsi qu'une attestation récente démontrant que le demandeur a rempli ses obligations sociales et fiscales; dans le cas d'une société momentanée, la preuve que chaque associé a rempli ses obligations sociales et fiscales;
- 7° un extrait du casier judiciaire du demandeur ou,
 

s'il s'agit d'une personne morale ou d'une organisation d'assainissement du sol :

  - a) un extrait de casier judiciaire des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé;
  - b) un extrait du casier judiciaire de la personne morale.

S'il s'agit d'une organisation d'assainissement du sol organisée en société momentanée, chaque associé produit un extrait du casier judiciaire.

Chaque extrait date de moins de trois mois à dater de la date d'envoi de la demande;

- 8° une copie du ou des contrat(s) liant au demandeur d'agrément les personnes visées à l'article 7, 2°, 3°, et 4°.

##### Section 2. — Renseignements particuliers

**Art. 13.** S'il s'agit d'une demande d'agrément en tant qu'expert de catégorie 1 ou 2, la demande est accompagnée des renseignements suivants :

- 1° la désignation de la (des) personne(s) habilitée(s) visée(s) à l'article 7, 4°;
- 2° une copie des documents permettant d'apporter la preuve des obligations visée(s) à l'article 7, 4° dans le chef de la (des) personne(s) visée(s) sous 1°;
- 3° une preuve que le demandeur dispose des modèles visés à l'article 8, 1° ainsi que l'identité de la (les) personne(s) qualifiée(s) pour leur utilisation et leur interprétation et une copie du ou des contrat(s) liant cette personne au demandeur d'agrément;
- 4° un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'agrément, une assurance responsabilité professionnelle couvrant les activités pour lesquelles l'agrément est demandé;
- 5° une copie du manuel de qualité visé à l'article 8, 3°;
- 6° une déclaration selon laquelle le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des règles visées à l'article 16.

**Art. 14.** S'il s'agit d'une demande d'agrément en tant que laboratoire, la demande est accompagnée des renseignements suivants :

- 1° la désignation de la (des) personne(s) habilitée(s) visée(s) à l'article 7, 4°;
- 2° une copie des documents permettant d'apporter la preuve des obligations visée(s) à l'article 7, 4° dans le chef de la (des) personne(s) visée(s) sous 1°;
- 3° un rapport de l'ISSeP comprenant les résultats d'une enquête technique et d'un audit, jugé favorable par l'administration;
- 4° les documents ainsi que le planning attestant de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 9, 2° et 3°;
- 5° une déclaration selon laquelle le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des règles visées à l'article 17.

**Art. 15.** S'il s'agit d'une demande d'agrément en tant qu'organisation d'assainissement de sol, la demande est accompagnée des renseignements suivants :

- 1° un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'agrément, une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les activités pour lesquelles l'agrément est demandé;
- 2° une déclaration selon laquelle le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des règles visées à l'article 18;
- 3° lorsqu'il s'agit d'une demande d'agrément émanant d'une société momentanée, la preuve de l'expérience et de la capacité professionnelle des participants ou d'autres entités quelle que soit la nature juridique des liens existant entre la société momentanée et ces entités.
- 4° une copie des statuts signés par toutes les parties et contenant au moins :
  - a) une clause prévoyant une gestion intégrée;
  - b) une clause prévoyant que chaque associé est responsable vis-à-vis de l'autre associé de ses fautes et de ses défaillances;
  - c) une clause autorisant, pour permettre la poursuite des activités malgré la faillite d'un associé, les autres associés à disposer de la totalité des sommes figurant au crédit des comptes bancaires de l'organisation agréée et des paiements à effectuer par des tiers et leur permettant d'utiliser, à la même fin, le matériel, les matériaux et les divers documents d'études.

#### CHAPITRE V. — *Des règles à respecter par les titulaires d'agréments*

**Art. 16.** L'expert de catégorie 1 ou 2 est tenu :

- 1° de faire effectuer les prélèvements de sols par un préleveur agissant selon les règles et méthodes indiquées dans les CWBP et CWEA et de les faire analyser par un laboratoire agréé en vertu du décret et du présent arrêté;
- 2° d'exécuter les missions mentionnées à l'article 4, 1° et 2°, conformément au CWBP;
- 3° de faire contresigner les rapports, études ou projets, établis en vertu du décret et du présent arrêté ainsi que les rapports des prélèvements réalisés sous sa responsabilité par une personne habilitée visée à l'article 7, 4°;
- 4° d'exercer ses missions en toute indépendance et de porter l'entière responsabilité de la qualité des travaux et des résultats qu'il fournit;
- 5° de faire participer la (les) personne(s) habilitée(s) à des séances d'information ou de formations en rapport avec ses obligations à concurrence d'au minimum vingt heures par an en vue notamment de disposer d'une parfaite connaissance du décret, de ses arrêtés d'exécution, des CWEA et CWBP et des autres documents techniques et réglementaires en rapport avec le décret et de communiquer à l'administration annuellement, pour le 31 janvier, la preuve que cette disposition est respectée;
- 6° de communiquer à l'administration, sur simple demande, la liste des terrains sur lesquels des rapports, études ou projets, réalisés dans le cadre du décret et du présent arrêté, sont en cours ou projetés et ce pour la période indiquée dans la demande de l'administration;
- 7° de s'assurer pour chaque rapport, étude ou projet introduit auprès de l'administration qu'il ne se trouve pas dans un cas d'impossibilité d'exercer sa mission prévu à l'article 19;
- 8° de disposer des moyens informatiques nécessaires pour assurer la communication des informations vers l'administration selon les procédures définies par celle-ci;
- 9° d'informer l'administration, à sa demande, sur l'application et l'évolution du manuel de qualité.

**Art. 17.** Le laboratoire est tenu :

- 1° de faire effectuer les prélèvements de sols par un préleveur agissant selon les règles et méthodes indiquées dans les CWBP et CWEA et d'exécuter, conformément au CWEA, les travaux pour lesquels il est agréé;
- 2° de faire contresigner les rapports, études ou projets, établis en vertu du décret et du présent arrêté ainsi que les rapports des prélèvements réalisés sous sa responsabilité par une personne habilitée visée à l'article 7, 4°;
- 3° d'exercer ses missions en toute indépendance et de porter l'entière responsabilité de la qualité des travaux et des résultats qu'il fournit;
- 4° de faire participer la (les) personne(s) habilitée(s) à des séances d'information ou de formations en rapport avec ses missions à concurrence d'au minimum vingt heures par an en vue notamment de disposer d'une parfaite connaissance du décret, de ses arrêtés d'exécution, des CWEA et CWBP et des autres documents techniques et réglementaires en rapport avec le décret et de communiquer à l'administration annuellement, pour le 31 janvier, la preuve que cette disposition est respectée;
- 5° de communiquer à l'administration, sur simple demande, l'inventaire des analyses réalisées dans le cadre du décret et du présent arrêté, en cours ou projetées et ce pour la période indiquée dans la demande de l'administration;

- 6° de permettre à l'administration et à l'ISSeP d'accéder à ses locaux et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses réalisées dans le cadre de l'agrément;
- 7° de se soumettre aux contrôles de qualité des analyses organisés par l'ISSeP. Ces contrôles peuvent être organisés sans avertissement préalable;
- 8° de participer aux tests et essais interlaboratoires organisés par l'ISSeP;
- 9° de s'assurer pour chaque mission réalisée dans le cadre de son agrément qu'il ne se trouve pas dans un cas d'impossibilité d'exercer sa mission prévu à l'article 19;
- 10° de disposer des moyens informatiques nécessaires pour assurer la communication des informations vers les préleveurs, les experts ou vers l'administration selon les procédures définies par celle-ci;
- 11° d'informer l'administration, à sa demande, sur l'application et l'évolution du système de management environnemental.

**Art. 18.** L'organisation d'assainissement du sol agréée, ayant effectivement repris les obligations d'un titulaire des obligations visées à l'article 18 du décret, est tenue :

- 1° d'établir, annuellement, dans les trois mois suivant la date de délivrance de l'agrément, un rapport d'investigation et d'assainissement comprenant la liste, la priorité et les dates de réalisation des investigations et assainissements qu'elle s'engage à respecter et de le soumettre à l'approbation de l'administration. Le rapport est adressé à l'administration par pli recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine. Si le rapport est estimé incomplet, l'administration indique à l'organisation d'assainissement du sol les informations et documents manquants. L'organisation d'assainissement du sol dispose de trente jours à dater de la demande de l'administration pour compléter son rapport. L'administration prend sa décision dans un délai de soixante jours à compter de la date d'envoi du rapport et la notifie à l'organisation d'assainissement du sol;
- 2° de diriger la réalisation des investigations des terrains pollués qu'elle s'est engagée à respecter dans le rapport visé au 1°;
- 3° sans préjudice des dispositions prévues aux articles 56 et 57 du décret, de diriger la réalisation des opérations d'assainissement des terrains pollués qu'elle s'est engagée à respecter dans le rapport visé au 1°.

**Art. 19.** A l'exception des organisations d'assainissement du sol agréées, le titulaire d'un agrément ne peut exercer les activités pour lesquelles il est agréé dans les cas suivants :

- 1° si lui ou une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, est lié en ligne directe jusqu'au troisième degré inclus ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclus avec le donneur d'ordre ou - s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol - avec le donneur d'ordre ou l'exécuteur des travaux ou avec toute autre personne qui exerce une fonction de direction ou de gestion pour le compte du donneur d'ordre ou l'exécuteur précité;
- 2° si lui ou une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, est, personnellement ou par un intermédiaire, actionnaire, majoritaire ou associé actif du donneur d'ordre ou - s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol - du donneur d'ordre ou de l'exécuteur des travaux;
- 3° si lui ou une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion, exerce, en ligne directe ou en fait, personnellement ou par un intermédiaire, une fonction de direction ou de gestion chez le donneur d'ordre précité ou - s'il s'agit de la direction de travaux d'assainissement du sol - du donneur d'ordre ou de l'exécuteur des travaux;
- 4° si ses activités sont directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, contrôlées ou gérées, sous quelque forme que ce soit, par le donneur d'ordre ou par l'exécuteur des travaux;
- 5° si lui ou une personne qui exerce, pour son compte, une fonction de direction ou de gestion a, directement ou indirectement, des intérêts avec une firme s'occupant de la fabrication ou du commerce d'appareils, de dispositifs ou de produits susceptibles de créer une pollution ou destinés à la combattre ou ne se trouvent sous les ordres ou la surveillance desdites personne et firme.

### TITRE III. — Modalités de prélèvement des échantillons

**Art. 20.** La personne réalisant le prélèvement d'échantillons est tenue :

- 1° d'effectuer les prélèvements de sol en ce compris le choix de la méthode de prélèvement, l'échantillonnage, le conditionnement et la conservation des échantillons jusqu'à la remise au laboratoire, en respectant les règles et méthodes figurant dans le CWBP et le CWEA approuvés par l'administration.

Le préleveur effectue les prélèvements de sol sous la responsabilité de la (des) personne(s) habilitée(s) visée(s) à l'article 7, 4° faisant exécuter les prélèvements.

- 2° de faire contresigner le(s) rapport(s) de prélèvements par la personne habilitée qui a fait exécuter ces prélèvements;
- 3° de participer activement à des séances d'informations ou de formations en rapport avec ses obligations à concurrence d'au minimum vingt heures par an en vue de disposer d'une parfaite connaissance des méthodes de prélèvement, d'échantillonnage, de conditionnement et de conservation des échantillons décrites dans les CWEA, CWBP et autres documents techniques en rapport avec le décret et de communiquer à l'administration annuellement, pour le 31 janvier, la preuve que cette disposition est respectée;
- 4° de communiquer à l'administration, sur simple demande, l'inventaire des prélèvements réalisés dans le cadre du décret et du présent arrêté, en cours ou projetés et ce pour la période indiquée dans la demande de l'administration;
- 5° de disposer des moyens informatiques nécessaires pour assurer la communication des informations vers les laboratoires, les experts ou vers l'administration.

**TITRE IV. — Fonctionnement du comité de gestion de la banque de données de l'état des sols**

**Art. 21.** Chacune des administrations et des organismes d'intérêt public visés à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret présente au Ministre ayant l'environnement dans ses attributions une liste double de candidats effectifs et de candidats suppléants.

Le Gouvernement désigne le président du comité de gestion en même temps qu'il nomme les membres effectifs et suppléants de ce comité.

Les mandats sont conférés pour une période de cinq ans. Ils prennent cours le jour de la signature de l'arrêté portant nomination des membres du comité.

Le comité peut convier des personnes ayant des compétences particulières à participer aux travaux. Ces personnes ne peuvent pas participer au vote.

Le comité est convoqué par le président.

Le comité ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins. Si cette condition n'est pas remplie, le comité est reconvoqué avec le même ordre du jour. Il statue alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des présents. En cas de parité de voix, la voix du président est prépondérante.

Lorsqu'un quart au moins des membres présents ayant droit de vote s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis est complété par une mention relatant l'opinion dissidente.

**TITRE V. — Modalités d'organisation des réunions de concertation en cas de pluralité de titulaires**

**Art. 22.** La réunion de concertation a pour objet de permettre aux titulaires désignés pour un même terrain de coordonner leurs actions, voire de déposer un projet commun.

L'administration organise la réunion de concertation dans la commune où se situe la plus grande superficie occupée par le terrain.

Elle convoque à la réunion de concertation les titulaires concernés et la commune au minimum quinze jours avant sa tenue. Il n'y a pas de réunion de concertation entre le 16 juillet et le 15 août et entre le 24 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier.

Un représentant de la commune préside la réunion de concertation. Le conseiller en environnement de la commune ou, à défaut, un autre représentant de la commune en assure le secrétariat et en dresse le procès-verbal. Il le transmet aux titulaires et à l'administration dans les trente jours de la réunion.

**TITRE VI. — Dispositions modificatives et finales**

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. L'article 681bis/73, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service, modifié par arrêtés du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000, du 17 juillet 2003 et du 7 juillet 2005 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour être agréé en qualité d'expert dans la discipline « installation de stockage » les conditions suivantes doivent être remplies : »

§ 2. Aux articles 681bis/64, 1<sup>er</sup> alinéa et 681bis/75 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas du même arrêté, les termes « par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » » sont remplacés par « par un expert de catégorie 1 au sens du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols »;

§ 3. A l'article 681bis/66, 2<sup>e</sup> alinéa du même arrêté, les termes « sous la responsabilité de l'expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » » sont remplacés par « selon les modalités relatives aux prélèvements d'échantillons visées à l'article 27 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols »;

§ 4. A l'article 681bis/67, 2<sup>e</sup> alinéa du même arrêté, les termes « par un expert agréé dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » » sont remplacés par « par un expert de catégorie 2 au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des sols ».

§ 5. Les agréments dans la discipline « pollution du sol et du sous-sol » visés à l'article 681bis/73, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, venant à échéance avant le terme de la période d'un an visée à l'article 93 du décret sont reconduits automatiquement jusqu'au terme de cette période.

**Art. 24.** L'article 23, § 1<sup>er</sup> à § 4, entre en vigueur un an après la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

**Art. 25.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des sols

**FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT**

**CADRE I : (RESERVE A L'ADMINISTRATION)**

Numéro de dossier : ..... Date d'entrée : ..... / ..... / .....

Nom du demandeur : .....

Adresse : .....

Agent traitant : .....

**CADRES II A IX (A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR)**

*Le terme « demandeur » vise dans le présent cadre la personne physique sollicitant l'agrément ou, s'il s'agit d'une personne morale, les personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé.*

*Le demandeur veillera à référencer les annexes et à les présenter selon le libellé du présent formulaire.*

Les documents et attestations requis doivent être originaux et de date récente.

**CADRE II : TYPE DE DEMANDE**

La demande concerne: \*

l'agrément en tant qu'expert :

catégorie 1

catégorie 2

l'agrément en tant que laboratoire

l'agrément en tant qu'organisation d'assainissement du sol

---

\* Cocher la ou les type(s) demandé(s). Au cas où la demande porte sur plusieurs types, veuillez fournir un formulaire par type de demande à l'exception des annexes GEN1, 3 et 6 -

**CADRE III : IDENTITE DU DEMANDEUR****1. S'il s'agit d'une personne morale ou d'une société momentanée**

1.1. Raison sociale ou dénomination : .....

Forme juridique : .....

Adresse du siège social :

Commune : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Adresse du siège d'exploitation :

Commune : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

1.2. Signataire de la demande :

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

1.3. Personne à contacter dans le cadre de la demande :

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) : .....

1.4. Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société pour laquelle la demande est introduite

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

1.5. **Annexe GEN 1**

Fournir une copie de la publication des statuts de la personne morale ou de la société momentanée ou une copie certifiée conforme de la demande de publication des statuts

**2. S'il s'agit d'une personne physique**

2.1. NOM : .....

Prénom : .....

Nationalité : .....

2.2. Domicile :

Commune : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Heure(s), jour(s) d'appel préférentiel(s) : .....

2.3. Adresse du siège d'exploitation :

Commune : ..... Code postal : .....

Rue : ..... n° ..... boîte .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

**CADRE IV: AUTRE(S) AGREMENT(S) DONT DISPOSE LE DEMANDEUR** agrément en tant qu'expert :O catégorie 1 N° dossier :  
Date d'agrément :O catégorie 2 N° dossier :  
Date d'agrément : agrément en tant que laboratoire N° dossier :  
Date d'agrément : agrément en tant qu'organisation d'assainissement du sol  
N° dossier :  
Date d'agrément :

**CADRE V : RENSEIGNEMENTS GENERAUX A FOURNIR PAR LE DEMANDEUR****1. Identité et diplôme(s), du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé :**

NOM :	Prénom :
Diplôme(s) :	
Année et lieu d'obtention :	
Expérience de 3 ans acquise dans les 6 ans précédant la date de la demande d'agrément* ..... <input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non	
Type de contrat liant la personne à la société :	
NOM :	Prénom :
Diplôme(s) :	
Année et lieu d'obtention :	
Expérience de 3 ans acquise dans les 6 ans précédant la date de la demande d'agrément* ..... <input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non	
Type de contrat liant la personne à la société :	
NOM :	Prénom :
Diplôme(s) :	
Année et lieu d'obtention :	
Expérience de 3 ans acquise dans les 6 ans précédant la date de la demande d'agrément* ..... <input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non	
Type de contrat liant la personne à la société :	
NOM :	Prénom :
Diplôme(s) :	
Année et lieu d'obtention :	
Expérience de 3 ans acquise dans les 6 ans précédant la date de la demande d'agrément ..... <input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non	
Type de contrat liant la personne à la société :	

**2. S'il s'agit d'une demande d'agrément en tant qu'expert de catégorie 1 ou 2 ou d'une demande au titre de laboratoire, identité et diplôme(s) de la(les) personne(s) habilitée(s)**

NOM : Prénom :

Diplôme(s) :

Année et lieu d'obtention :

Type de contrat liant la personne à la société :

**Annexe GEN 2**

Fournir les documents permettant d'attester la participation aux séances d'information ou de formation en rapport avec ses missions et le cadre réglementaire de celles-ci, à raison de 20 h/an.

**3. S'il s'agit d'une demande d'agrément en tant qu'expert de catégorie 1 ou 2, identité et diplôme(s) de la(les) personne(s) qualifiée(s) pour l'utilisation et l'interprétation du modèle d'analyse des risques pour la santé humaine des polluants du sol et de modèle(s) d'analyse des risques de dispersion des polluants dans les eaux souterraines, acceptés par l'administration**

NOM : Prénom :

Diplôme(s) :

Année et lieu d'obtention :

Type de contrat liant la personne à la société :

NOM : Prénom :

Diplôme(s) :

Année et lieu d'obtention :

Type de contrat liant la personne à la société :

Fournir pour chaque personne identifiée aux points 1, 2 et 3 ci-dessus :

**Annexe GEN 3**

**une copie du (des) diplôme(s) ainsi qu'un curriculum vitae comprenant une liste des missions déjà effectuées dans le cadre du ou des domaine(s) couvert(s) par l'agrément sollicité et un inventaire sommaire des rapports, études ou projets menés dans ce cadre ;**

Annexe GEN 3bis

**une copie du ou des contrat(s) les liant au demandeur d'agrément.**

#### **4. Garanties techniques, financières et morales :**

Annexe GEN 4

**Fournir un relevé des moyens techniques dont le demandeur dispose.**

Annexe GEN 5

**Fournir une déclaration sur l'honneur attestant que le demandeur dispose de moyens financiers suffisants pour accomplir les missions pour lesquelles l'agrément est sollicité.**

Annexe GEN 6

**Fournir une attestation récente démontrant que le demandeur a rempli ses obligations sociales et fiscales ;**

Annexe GEN 7

**Fournir un extrait récent de casier judiciaire du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale,**

- **un extrait de casier judiciaire des personnes physiques engagées pour répondre aux prescriptions au titre desquelles l'agrément est demandé –**
- **un extrait du casier judiciaire de la personne morale.**

#### **CADRE VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES A FOURNIR PAR LE DEMANDEUR D'AGREMENT AU TITRE D'EXPERT DE CATEGORIE 1 OU 2**

Annexe EXP 1

**Fournir un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'agrément, une assurance responsabilité professionnelle couvrant les activités pour lesquelles l'agrément est demandé**

Annexe EXP 2

**Fournir la copie du manuel qualité du demandeur.**

Annexe EXP 3

**Fournir une déclaration selon laquelle le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des règles visées à l'article 16 de l'arrêté.**

**CADRE VII : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES A FOURNIR PAR LE DEMANDEUR  
D'AGREMENT AU TITRE DE LABORATOIRE****Annexe LABO 1****Fournir le rapport de l'ISSeP, jugé favorable par l'administration****Annexe LABO 2****Fournir les documents et le planning attestant de la mise en place des mesures visant l'accréditation dans le référentiel NBN EN ISO 17025 ainsi que l'obtention d'une assurance qualité BELAC portant sur les méthodes d'analyses des paramètres de l'annexe 1 du décret ;****Annexe LABO 3****Fournir les documents et le planning attestant de la mise en place d'un système de management environnemental et d'audit conforme au Règlement CEE n° 761/2001 du 19 mars 2001 permettant la participation volontaire des titulaires d'agrément à un système communautaire de management environnemental et d'audit en vue d'obtenir l'enregistrement « EMAS ».****Annexe LABO 4****Fournir une déclaration selon laquelle le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des règles visées à l'article 17 de l'AGW.****CADRE VIII: RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES A FOURNIR PAR LE DEMANDEUR  
D'AGREMENT AU TITRE D'ORGANISATION D'ASSAINISSEMENT DES SOLS****Annexe ORGASOL 1****Fournir un engagement du demandeur et de la compagnie d'assurances à contracter dans le mois de la notification de l'agrément, une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les activités pour lesquelles l'agrément est demandé****Annexe ORGASOL 2****Fournir une déclaration selon laquelle le demandeur s'engage à respecter l'ensemble des règles visées à l'article 18 de l'arrêté portant exécution du décret relatif à la gestion des sols****Annexe ORGASOL 3****Lorsqu'il s'agit d'une demande d'agrément en tant qu'organisation d'assainissement du sol émanant d'une société momentanée, fournir la preuve de l'expérience et de la capacité professionnelle des participants ou d'autres entités quelle que soit la nature juridique des liens existant entre la société momentanée et ces entités.****Annexe ORGASOL 4****Une copie des statuts contenant les éléments visés à l'article 15, 4°.**

**ANNEXES**

Le demandeur veille à référencer et à présenter les annexes selon l'ordre prévu par l'arrêté.

Les annexes supplémentaires sont numérotées et identifiées dans les différents cadres.

Je soussigné, M ..... , déclare que les informations ci-dessus sont complètes et exactes.

Fait à ..... , le .....

Signature

**La demande d'agrément est introduite auprès du Directeur Général de la Direction Générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement, 15 avenue Prince de Liège à 5100 NAMUR (Jambes).**

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à la gestion des sols.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3040

[C - 2009/27163]

## 27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Bodenbewirtschaftung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung, insbesondere der Artikel 2, 14° und 24°, 8, 13, 23, 27, 28, 32 und 68;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4 und 5;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines «Institut scientifique de Service public» (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 3, Absatz 2, 3°;

Aufgrund des am 14. April 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 56.228/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

## TITEL I — Definitionen und Allgemeines

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° «Dekret»: das Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung;
- 2° «Verwaltung»: die Verwaltung im Sinne des Artikels 2, 14° des Dekrets, das heißt der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt (DGO3) oder dessen Beauftragter;
- 3° «Bodensanierungsorganisation»: die Gelegenheitsgesellschaft oder juristische Person, die zugelassen ist, um gemäß Artikel 23 des Dekrets die Verpflichtungen eines oder mehrerer Inhaber der in Artikel 18 des Dekrets erwähnten Pflichten gemäß den durch den vorliegenden Erlass festgelegten Modalitäten auszuführen;
- 4° «CWBP» («Code wallon de Bonnes Pratiques»): Wallonischer Kodex der guten fachlichen Praxis, der die gesamten Standardverfahren umfasst, und der von der Verwaltung insbesondere via das Umweltportal der Internet-Webseite der Wallonischen Region der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt wird;
- 5° «CWEA» («Compendium wallon des méthodes d'échantillonnage et d'analyse»): von der Verwaltung genehmigtes Wallonisches Compendium der Probenahme- und Analysemethoden, das von der Verwaltung insbesondere via das Umweltportal der Internet-Webseite der Wallonischen Region der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt wird.

**Art. 2** - Der in Artikel 2, 24° des Dekrets definierte Bodenkontrollschein enthält mindestens folgende Informationen:

- die Identifizierung und Lokalisierung des Grundstücks;
- die Kadasterdaten;
- die unter Bezugnahme auf die Anlage 2 des Dekrets berücksichtigte(n) Benutzungsart(en);
- den(die) Sonderwert(e) des Grundstücks;
- die Beschreibung der Sicherheits- und Folgemaßnahmen, gegebenenfalls einschließlich der gewöhnlichen Beschränkungen;
- die Referenz der Orientierungs- oder Charakterisierungsstudien oder der abschließenden Bewertung der Sanierungshandlungen und -arbeiten;
- das Datum der Ausstellung des Scheins;
- die Identität, Personalien und Eigenschaft des(der) Empfänger(s) des Scheins.

**Art. 3** - Die in Artikel 8, letzter Absatz des Dekrets erwähnten Stellen sind das «ISSeP» («Institut scientifique de Service public» (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)) und die «SPAQuE» («Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement» (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität)).

## TITEL II - Zulassungen

## KAPITEL I — Zulassungsarten

**Art. 4** - Es werden vier Zulassungsarten erstellt:

- 1° die Zulassung als «Sachverständiger der Kategorie 1» ist für die Durchführung folgender Aufgaben erforderlich:
  - a) eine Orientierungsstudie, wie sie in den Artikeln 37 bis 41 des Dekrets erwähnt wird, ausarbeiten;
  - a) eine Charakterisierungsstudie, wie sie in den Artikeln 42 bis 46 des Dekrets erwähnt wird, ausarbeiten;
  - c) die Durchführung von nach Abschluss einer Orientierungs- oder Charakterisierungsstudie vorgeschlagenen Sicherheits- oder Folgemaßnahmen, wie sie in Artikel 2, 11° und 12° des Dekrets erwähnt werden, vorschlagen und leiten;
  - d) eine Nachweisstudie oder eine Charakterisierungsstudie, wie sie in den Artikeln 681bis/63 bis 66 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, erwähnt werden, ausarbeiten;

- 2° die Zulassung als «Sachverständiger der Kategorie 2» ist für die Durchführung folgender Aufgaben erforderlich:
- eine Orientierungsstudie, wie sie in den Artikeln 37 bis 41 des Dekrets erwähnt wird, ausarbeiten;
  - eine Charakterisierungsstudie, wie sie in den Artikeln 42 bis 46 des Dekrets erwähnt wird, ausarbeiten;
  - ein Sanierungsprojekt, wie es in den Artikeln 53 bis 63 des Dekrets erwähnt wird, ausarbeiten;
  - die Überwachung der Sanierungshandlungen und -arbeiten gewährleisten und die abschließende Bewertung erstellen, so wie diese in den Artikeln 65 bis 67 des Dekrets erwähnt werden;
  - die Durchführung von Sicherheitsmaßnahmen oder von Folgemaßnahmen, wie sie in Artikel 2, 11° und 12° des Dekrets erwähnt werden, vorschlagen und leiten;
  - eine Nachweisstudie oder eine Charakterisierungsstudie oder einen Sanierungsplan, wie sie in den Artikeln 68*bis*/63 bis 67 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, erwähnt werden, ausarbeiten;
- 3° die Zulassung als «Laboratorium» ist für die Durchführung der Bodenanalysen im Rahmen des Dekrets und des vorliegenden Erlasses gemäß dem «CWEA» erforderlich;
- 4° die Zulassung als «Bodensanierungsorganisation» ist unbeschadet der in den Artikeln 56 und 57 des Dekrets vorgesehen Bestimmungen für die Durchführung folgender Aufgaben erforderlich:
- die Studien, Sanierungshandlungen und -arbeiten der im Rahmen der in Artikel 23 des Dekrets vorgesehenen Modalitäten bestimmten Grundstücke koordinieren, indem sie die Liste, den Vorrang und die Daten für die Durchführung der Untersuchungen und Sanierungen, die sie sich verpflichtet einzuhalten und die sie der Verwaltung zur Genehmigung unterbreitet, ausarbeitet;
  - die Durchführung der Orientierungsstudien, der Charakterisierungsstudien und der Sanierungsprojekte der in Punkt *a*) erwähnten Grundstücke leiten;
  - die Durchführung der Sanierungsmaßnahmen der in Punkt *a*) erwähnten Grundstücke leiten.

#### KAPITEL II — Zulassungsverfahren

**Art. 5** - Das Zulassungsverfahren, wie es in den Artikeln 28 bis 36 des Dekrets definiert wird, findet ebenfalls Anwendung auf die Bodensanierungsorganisationen.

#### KAPITEL III — Zulassungsbedingungen

##### Abschnitt 1. — Allgemeine Bedingungen

**Art. 6** - § 1. Die Zulassung kann einer juristischen Person oder einer natürlichen Person unter der Voraussetzung ausgestellt werden, dass die in dem vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen eingehalten werden.

§ 2. Ein und dieselbe Person kann mehrere Zulassungsarten ersuchen.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 kann die Zulassung als Bodensanierungsorganisation nur einer juristischen Person oder Gelegenheitsgesellschaft gemäß Artikel 1, 4° ausgestellt werden; die Zulassung als Laboratorium kann nur einer juristischen Person ausgestellt werden.

**Art. 7** - Die Ausstellung der Zulassung unterliegt den folgenden allgemeinen Bedingungen seitens des Antragstellers:

- wenn es sich um eine juristische Person oder Gelegenheitsgesellschaft handelt, gemäß der Gesetzgebung eines Mitgliedstaats der Europäischen Union gegründet worden sein und ihre Hauptverwaltung oder ihren Hauptsitz innerhalb der Europäischen Union haben, oder dort ihren Gesellschaftssitz haben, vorausgesetzt, dass ihre Tätigkeiten einen tatsächlichen und dauerhaften Zusammenhang mit der Wirtschaft eines der Mitgliedstaaten der Europäischen Union haben;
- über eine oder mehrere Personen verfügen oder eine oder mehrere Personen vertraglich in ihrem Dienst haben, die im Besitz eines Universitätsdiploms im Bereich der Wissenschaft oder eines gleichwertigen Diploms sind, das von der Verwaltung in Anbetracht der Qualifikationsanforderungen für die ersuchte Zulassung als ausreichend erachtet wird.

Der Vertragsdienst ist als Arbeitsverfügbarkeit eines in einem untergeordneten Verhältnis stehenden Angestellten unter Arbeitsvertrag oder als ständige dienstliche Verfügbarkeit eines Selbstständigen während der gesamten ersuchten Dauer zu verstehen;

- über eine oder mehrere Personen verfügen oder eine oder mehrere Personen vertraglich in ihrem Dienst haben, die über eine Berufserfahrung von mindestens drei Jahren in dem(den) durch die ersuchte Zulassung gedeckten Bereich(en) verfügen, die innerhalb der sechs Jahre, die dem Datum des Zulassungsantrags vorhergehen, erzielt wurde;
- über mindestens eine Person verfügen, die zur Mitunterzeichnung folgender Unterlagen befugt ist:
  - alle Berichte, Studien oder Projekte, die aufgrund des Dekrets und des vorliegenden Erlasses erstellt werden;
  - jeder Bericht einer Probenahme, die von einem Probenehmer durchgeführt wird, der unter ihrer Verantwortung handelt.

Die befugte Person nimmt mindestens zwanzig Stunden im Jahr aktiv an Informations- und Fortbildungssitzungen im Zusammenhang mit ihren Aufgaben teil, um insbesondere über eine gründliche Kenntnis des Dekrets, seiner Durchführungserlasse, des «CWEA» und des «CWBP», sowie anderer technischer und vorschriftsmäßiger Dokumente im Zusammenhang mit dem Dekret zu verfügen;

- 5° über ausreichend technische und finanzielle Mittel verfügen, um die Aufgaben zu erfüllen, für die die Zulassung erforderlich ist;
- 6° über eine ausreichende Fähigkeit verfügen, Texte in französischer oder deutscher Sprache abzufassen;
- 7° keine immer noch rechtskräftige strafrechtliche Verurteilung wegen eines Verstoßes gegen die regionalen, föderalen Umweltgesetzgebungen oder gegen jede andere Umweltgesetzgebung eines Mitgliedstaats der Europäischen Union erlitten haben.

Für die juristischen Personen muss diese Bedingung seitens der Verwalter, Geschäftsführer und jeder anderen Person, die ermächtigt ist, für die Gesellschaft Verpflichtungen einzugehen, wie auch seitens der Gesellschaft selbst erfüllt sein. Für die Gelegenheitsgesellschaften erstreckt sich die Bedingung auf jeden der Gesellschafter.

#### *Abschnitt 2. — Spezifische Bedingungen*

**Art. 8** - Unbeschadet der in Artikel 7 erwähnten Bedingungen unterliegt die Ausstellung der Zulassung als Sachverständiger der Kategorie 1 und 2 folgenden Sonderbedingungen seitens des Antragstellers:

- 1° persönlich oder vertraglich über Folgendes verfügen:
  - a) über ein Muster zur Analyse der Gefahren für die menschliche Gesundheit der Schadstoffe im Boden und über Muster zur Analyse der Risiken der Verbreitung der Schadstoffe im Grundwasser, die von der Verwaltung angenommen werden;
  - b) über mindestens eine sachkundige Person, die die nötige Erfahrung hat, um diese Muster anzuwenden und die Ergebnisse auszulegen;
- 2° über eine Berufshaftpflichtversicherung verfügen, die die Tätigkeiten deckt, für die die Zulassung beantragt wird, und die die ersuchte Periode deckt;
- 3° über ein Qualitätshandbuch verfügen. In dem Qualitätshandbuch wird das Qualitätsmanagementsystem beschrieben, das der Sachverständige eingeführt hat, um die in Sachen Qualität der geleisteten Dienste festgelegten Ziele zu erreichen.

Das Qualitätsmanagementsystem bestimmt die Organisation, die Prozesse, die Verfahren und die Mittel, die zur Erreichung der festgelegten Qualitätsziele erforderlich sind. Die Durchführung und Erhaltung des Qualitätsmanagementsystems werden unter die Verantwortung des Qualitätssicherungsverantwortlichen gestellt.

**Art. 9** - Unbeschadet der in Artikel 7 erwähnten Bedingungen unterliegt die Ausstellung der Zulassung als Laboratorium folgenden Sonderbedingungen seitens des Antragstellers:

- 1° über ein von der Verwaltung abgegebenes günstiges Gutachten über den vom «ISSeP» durchgeführten technischen Untersuchungs- und Betriebsprüfungsbericht verfügen.

Die technische Untersuchung und die Betriebsprüfung beziehen sich auf die Organisation des Antragstellers, die Überprüfung der technischen Fähigkeiten, der Anlagen und Ausrüstungen, der Verfahren, der menschlichen Mittel, der Qualifikationen, über die das Laboratorium verfügt, einschließlich der Durchführung der Kontrollanalysen an Testproben, sowie auf die Anhörung der fachkundigen Referenzpersonen und die Hervorhebung eines jeden Elements, das mit der Ausstellung der Zulassung oder mit ihrer Durchführung in Berührung kommt.

Die mit der technischen Untersuchung und der Betriebsprüfung verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers.

- 2° die erforderlichen Maßnahmen einleiten, die darauf abzielen, über eine Akkreditierung im Referenzsystem NBN EN ISO 17025, sowie über eine sich auf die Methoden für die Analysen der in der Anlage I des Dekrets erwähnten Parameter beziehende Qualitätssicherung «BELAC» zu verfügen und über einen Terminplan für die Erzielung der Akkreditierung für die gesamten Methoden verfügen;
- 3° ein Umweltmanagement- und Umweltbetriebsprüfungssystem gemäß der Verordnung EWG Nr. 761/2001 vom 19. März 2001 über die freiwillige Beteiligung von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung einführen, um die Registrierung «EMAS» zu erhalten.

**Art. 10** - Die Ausstellung der Zulassung als Bodensanierungsorganisation unterliegt nicht den in Artikel 7, 4° und 6° erwähnten allgemeinen Bedingungen.

#### *KAPITEL IV — Inhalt des Zulassungsantrags*

**Art. 11** - Das in Artikel 28 des Dekrets erwähnte Formular für den Zulassungsantrag wird in der Anlage zum vorliegenden Erlass angeführt. Der Antrag wird per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an die Verwaltung gerichtet.

#### *Abschnitt 1. — Allgemeine Auskünfte*

**Art. 12** - Für alle Zulassungsarten enthält der Antrag folgende allgemeine Auskünfte:

- 1° die unter Bezugnahme auf Artikel 4 ersuchte Zulassungsart;
- 2° die Identifizierung des Antragstellers und, wenn es sich um eine juristische Person oder eine Gelegenheitsgesellschaft handelt, eine Abschrift der koordinierten Satzungen sowie den oder die Namen der natürlichen Personen, die zur Ausübung der Tätigkeiten angestellt wurden, für die die Zulassung beantragt wird;
- 3° die Beschreibung und eine Abschrift des(der) Diploms(e) des Antragstellers oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird;
- 4° den Nachweis, dass der Antragsteller über die erforderliche Erfahrung und die beruflichen Qualifikationen verfügt, insbesondere mittels:
  - a) eines Lebenslaufs der Person(en), die über diese verfügt(en);
  - b) einer Liste der Aufgaben, die bereits im Rahmen des (der) von der ersuchten Zulassung gedeckten Bereichs(e) durchgeführt wurden, sowie einer kurzgefassten Inventarliste der in diesem Rahmen ausgeführten Berichte, Studien oder Projekte;

- 5° ein Verzeichnis der technischen Mittel und der Ausrüstungen, über die der Antragsteller verfügt;
- 6° eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die der Antragsteller bescheinigt, dass er über ausreichende finanzielle Mittel verfügt, um die Aufgaben auszuführen, für die die Zulassung ersucht wird, sowie eine neu datierte Bescheinigung, die den Nachweis erbringt, dass der Antragsteller seine sozialen und steuerlichen Pflichten erfüllt hat; im Falle einer Gelegenheitsgesellschaft, den Nachweis, dass jeder Gesellschafter seine sozialen und steuerlichen Pflichten erfüllt hat;
- 7° einen Auszug aus dem Strafregister oder,

wenn es sich um eine juristische Person oder eine Bodensanierungsorganisation handelt:

- a) einen Auszug aus dem Strafregister der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird;
- b) einen Auszug aus dem Strafregister der juristischen Person.

Wenn es sich um eine als Gelegenheitsgesellschaft organisierte Bodensanierungsorganisation handelt, legt jeder Gesellschafter einen Auszug aus dem Strafregister vor.

Jeder Auszug ist auf weniger als drei Monate ab dem Datum der Einsendung des Antrags datiert.

- 8° eine Abschrift des(der) Vertrags(ge), der(die) die in Artikel 7, 2°, 3° und 4° erwähnten Personen an den Antragsteller bindet(n).

#### *Abschnitt 2. — Besondere Auskünfte*

**Art. 13** - Wenn es sich um einen Antrag auf die Zulassung als Sachverständiger der Kategorie 1 oder 2 handelt, werden dem Antrag folgende Auskünfte beigefügt:

- 1° die Angabe der in Artikel 7, 4° erwähnten befugten Person(en);
- 2° eine Abschrift der Unterlagen, durch die die in Artikel 7, 4° erwähnten Verpflichtungen seitens der in Punkt 1° erwähnten Person(en) nachgewiesen werden können;
- 3° der Nachweis, dass der Antragsteller über die in Artikel 8, 1° erwähnten Muster verfügt, sowie die Identität der Person(en), die qualifiziert ist (sind), um diese zu benutzen und auszulegen und eine Abschrift des (der) Vertrags(ge), der (die) diese Person(en) an den Antragsteller bindet(n);
- 4° die Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft, innerhalb des Monats der Notifizierung der Zulassung eine Berufshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten deckt, für die die Zulassung beantragt wird;
- 5° eine Abschrift des in Artikel 8, 3° erwähnten Qualitätshandbuchs;
- 6° eine Erklärung, laut der der Antragsteller sich verpflichtet, die gesamten in Artikel 16 erwähnten Regeln einzuhalten.

**Art. 14** - Wenn es sich um einen Antrag auf die Zulassung als Laboratorium handelt, werden dem Antrag folgende Auskünfte beigefügt:

- 1° die Angabe der in Artikel 7, 4° erwähnten befugten Person(en);
- 2° eine Abschrift der Unterlagen, durch die die in Artikel 7, 4° erwähnten Verpflichtungen seitens der in Punkt 1° erwähnten Person(en) nachgewiesen werden können;
- 3° ein von der Verwaltung als günstig erachteter Bericht des «ISSEP», der die Ergebnisse einer technischen Untersuchung und einer Betriebsprüfung enthält;
- 4° die Unterlagen sowie der Terminplan, durch die bescheinigt wird, dass die in Artikel 9, 2° und 3° vorgesehenen Bestimmungen durchgeführt werden;
- 5° eine Erklärung, laut der der Antragsteller sich verpflichtet, die gesamten in Artikel 17 erwähnten Regeln einzuhalten.

**Art. 15** - Wenn es sich um einen Antrag auf die Zulassung als Bodensanierungsorganisation handelt, werden dem Antrag folgende Auskünfte beigefügt:

- 1° die Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft, innerhalb des Monats der Notifizierung der Zulassung eine Berufshaftpflichtversicherung abzuschließen, die die Tätigkeiten deckt, für die die Zulassung beantragt wird;
- 2° eine Erklärung, laut der der Antragsteller sich verpflichtet, die gesamten in Artikel 18 erwähnten Regeln einzuhalten.
- 3° wenn es sich um einen Zulassungsantrag seitens einer Gelegenheitsgesellschaft handelt, der Nachweis der Erfahrung und beruflichen Eignung der Teilnehmer oder anderer Körperschaften, ungeachtet der Rechtsform der Bindungen, die zwischen der Gelegenheitsgesellschaft und diesen Körperschaften bestehen;
- 4° eine Abschrift der von allen Parteien unterzeichneten Satzungen, die mindestens Folgendes enthalten:
  - a) eine Klausel, die ein integriertes Management vorsieht;
  - b) eine Klausel, die vorsieht, dass jeder Gesellschafter gegenüber dem anderen Gesellschafter für dessen Verfehlungen und Versäumnisse verantwortlich ist;
  - c) eine Klausel, die, um die Tätigkeiten trotz des Konkurses eines Gesellschafters weiterführen zu können, den anderen Gesellschaftern erlaubt, über die Gesamtheit der auf der Kreditseite der Bankkonten der zugelassenen Organisation stehenden Geldsummen und über die durch Drittpersonen durchzuführenden Zahlungen zu verfügen, und die ihnen erlaubt, zu demselben Zweck die Geräte, Materialien und verschiedenen Studiendokumente zu benutzen.

KAPITEL V — *Von den Zulassungsinhabern einzuhaltende Regeln*

**Art. 16** - Der Sachverständige der Kategorie 1 oder 2 ist verpflichtet:

- 1° die Entnahme von Bodenproben von einem Probenehmer durchführen zu lassen, der gemäß den im «CWBP» und im «CWEA» angegebenen Regeln und Methoden handelt, und diese von einem aufgrund des Dekrets und des vorliegenden Erlasses zugelassenen Laboratorium analysieren zu lassen;
- 2° die in Artikel 4, 1° und 2° erwähnten Aufgaben gemäß dem «CWBP» durchzuführen;
- 3° die aufgrund des Dekrets und des vorliegenden Erlasses erstellten Berichte, Studien oder Projekte, sowie die Berichte der unter seiner Verantwortung durchgeführten Probenahmen durch eine in Artikel 7, 4° erwähnte befugte Person mitunterzeichnen zu lassen;
- 4° seine Aufgaben in aller Unabhängigkeit zu erfüllen und die volle Verantwortung der Qualität der Arbeiten und der von ihm vorgelegten Ergebnisse zu tragen;
- 5° die befugte Person(en) mindestens zwanzig Stunden im Jahr aktiv an Informations- und Fortbildungssitzungen im Zusammenhang mit ihren Aufgaben teilnehmen zu lassen, um insbesondere über eine gründliche Kenntnis des Dekrets, seiner Durchführungserlasse, des «CWEA» und des «CWBP», sowie anderer technischer und vorschriftsmäßiger Dokumente im Zusammenhang mit dem Dekret zu verfügen, und der Verwaltung jährlich bis zum 31. Januar den Nachweis zu übermitteln, dass diese Bestimmung eingehalten wird;
- 6° der Verwaltung auf einfachen Antrag die Liste der Grundstücke zu übermitteln, auf denen im Rahmen des Dekrets und des vorliegenden Erlasses durchgeführte Berichte, Studien oder Projekte im Gange oder geplant sind, und zwar für die im Antrag der Verwaltung angegebene Periode;
- 7° sich für alle bei der Verwaltung eingereichten Berichte, Studien oder Projekte zu vergewissern, dass er sich nicht in einer in Artikel 19 erwähnten Lage befindet, in der es ihm unmöglich ist, seine Aufgabe zu erfüllen;
- 8° über die notwendigen Informatikmittel zu verfügen, um die Übermittlung der Informationen an die Verwaltung gemäß den von der Letzteren festgelegten Verfahren zu gewährleisten;
- 9° die Verwaltung auf deren Antrag über die Anwendung und Entwicklung des Qualitätshandbuchs zu informieren.

**Art. 17** - Das Laboratorium ist verpflichtet:

- 1° die Entnahme von Bodenproben von einem Probenehmer durchführen zu lassen, der gemäß den im «CWBP» und im «CWEA» angegebenen Regeln und Methoden handelt, und die Arbeiten, für die es zugelassen ist, gemäß dem «CWEA» durchzuführen;
- 2° die aufgrund des Dekrets und des vorliegenden Erlasses erstellten Berichte, Studien oder Projekte, sowie die Berichte der unter seiner Verantwortung durchgeführten Probenahmen durch eine in Artikel 7, 4° erwähnte befugte Person mitunterzeichnen zu lassen;
- 3° seine Aufgaben in aller Unabhängigkeit zu erfüllen und die volle Verantwortung der Qualität der Arbeiten und der von ihm vorgelegten Ergebnisse zu tragen;
- 4° die befugte Person(en) mindestens zwanzig Stunden im Jahr aktiv an Informations- und Fortbildungssitzungen im Zusammenhang mit ihren Aufgaben teilnehmen zu lassen, um insbesondere über eine gründliche Kenntnis des Dekrets, seiner Durchführungserlasse, des «CWEA» und des «CWBP», sowie anderer technischer und vorschriftsmäßiger Dokumente im Zusammenhang mit dem Dekret zu verfügen, und der Verwaltung jährlich bis zum 31. Januar den Nachweis zu übermitteln, dass diese Bestimmung eingehalten wird;
- 5° der Verwaltung auf einfachen Antrag das Inventar der im Rahmen des Dekrets und des vorliegenden Erlasses durchgeführten Analysen, die im Gange oder geplant sind, zu übermitteln, und zwar für die im Antrag der Verwaltung angegebene Periode;
- 6° der Verwaltung und dem «ISSeP» die Möglichkeit zu geben, Zugang zu seinen Räumen zu haben und alle Dokumente einzusehen, die sich auf die im Rahmen der Zulassung durchgeführten Analysen beziehen;
- 7° sich den vom «ISSeP» organisierten Qualitätskontrollen zu unterziehen. Diese Kontrollen können ohne vorherige Ankündigung organisiert werden;
- 8° an den vom «ISSeP» organisierten Ringversuchen und -prüfungen teilzunehmen;
- 9° sich für jede im Rahmen seiner Zulassung durchgeführte Aufgabe zu vergewissern, dass es sich nicht in einer in Artikel 19 erwähnten Lage befindet, in der es ihm unmöglich ist, seine Aufgabe zu erfüllen;
- 10° über die notwendigen Informatikmittel zu verfügen, um die Übermittlung der Informationen an die Probenehmer, Sachverständigen oder an die Verwaltung gemäß den durch die Letztere festgelegten Verfahren zu gewährleisten;
- 11° die Verwaltung auf deren Antrag über die Anwendung und die Entwicklung des Umweltmanagementsystems zu informieren.

**Art. 18** - Die zugelassene Bodensanierungsorganisation, die die Verpflichtungen eines Inhabers der in Artikel 18 des Dekrets erwähnten Verpflichtungen tatsächlich übernimmt, ist verpflichtet:

- 1° jährlich innerhalb von drei Monaten ab dem Datum der Ausstellung der Zulassung einen Untersuchungs- und Sanierungsbericht zu erstellen, der die Liste, den Vorrang und die Durchführungsdaten der Untersuchungen und Sanierungen enthält, die sie sich verpflichtet hat, einzuhalten, und ihn der Verwaltung zur Genehmigung zu unterbreiten. Der Bericht wird per Einschreiben oder durch jede andere Modalität, die der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an die Verwaltung gerichtet. Wenn der Bericht als unvollständig erachtet wird, gibt die Verwaltung der Bodensanierungsorganisation die fehlenden Informationen und Dokumente an. Die Bodensanierungsorganisation verfügt über dreißig Tage ab dem Antrag der Verwaltung, um ihren Bericht zu vervollständigen. Die Verwaltung fasst ihren Beschluss innerhalb von sechzig Tagen ab dem Datum der Einsendung des Berichts und stellt ihn der Bodensanierungsorganisation zu;
- 2° die Durchführung der Untersuchungen der verschmutzten Grundstücke, die sie sich in dem in Punkt 1° erwähnten Bericht verpflichtet hat, einzuhalten, zu leiten;
- 3° unbeschadet der in den Artikeln 56 und 57 des Dekrets vorgesehenen Bestimmungen die Durchführung der Sanierungsmaßnahmen der verschmutzten Grundstücke, die sie sich in dem in Punkt 1° erwähnten Bericht verpflichtet hat, einzuhalten, zu leiten.

**Art. 19** - Mit Ausnahme der zugelassenen Bodensanierungsorganisationen darf der Zulassungsinhaber in den nachstehenden Fällen die Tätigkeiten, für die er zugelassen ist, nicht ausführen:

- 1° wenn er oder eine Person, die für seine Rechnung das Amt eines Direktors oder eines Verwalters ausübt, in gerader Linie bis zum dritten Grade einschließlich oder in der Seitenlinie bis zum vierten Grade einschließlich mit dem Auftraggeber oder - wenn es sich um die Direktion der Bodensanierungsarbeiten handelt - mit dem Auftraggeber oder der die Arbeiten ausführenden Person oder mit jeder anderen Person, die für Rechnung des Auftraggebers oder der vorerwähnten, die Arbeiten ausführenden Person das Amt eines Direktors oder eines Verwalters ausübt, verwandt oder verschwägert ist;
- 2° wenn er oder eine Person, die für seine Rechnung das Amt eines Direktors oder eines Verwalters ausübt, persönlich oder über eine andere Person, Mehrheitsaktionär oder tätiger Gesellschafter des Auftraggebers oder - wenn es sich um die Direktion der Bodensanierungsarbeiten handelt - des Auftraggebers oder der die Arbeiten ausführenden Person ist;
- 3° wenn er oder eine Person, die für seine Rechnung das Amt eines Direktors oder eines Verwalters ausübt, in gerader Linie oder tatsächlich persönlich oder über eine andere Person das Amt eines Direktors oder eines Verwalters bei dem vorerwähnten Auftraggeber oder - wenn es sich um die Direktion der Bodensanierungsarbeiten handelt - beim Auftraggeber oder bei der die Arbeiten ausführenden Person - ausübt;
- 4° wenn seine Tätigkeiten direkt oder indirekt, völlig oder teilweise, in welcher Form auch immer, vom Auftraggeber oder von der die Arbeiten ausführenden Person kontrolliert oder verwaltet werden;
- 5° wenn er oder eine Person, die für seine Rechnung das Amt eines Direktors oder eines Verwalters ausübt, direkt oder indirekt in einem Interesseverhältnis zu einer Firma steht, die sich mit der Herstellung oder dem Handel von Geräten, Vorrichtungen oder Produkten befasst, die eine Verschmutzung verursachen könnten oder dazu bestimmt sind, diese zu bekämpfen oder die nicht unter den Anweisungen oder der Aufsicht der besagten Person und Firma stehen.

### TITEL III — Modalitäten für die Probenahmen

**Art. 20** - Die Person, die die Proben entnimmt, ist verpflichtet:

- 1° die Bodenproben, einschließlich der Auswahl der Entnahmemethode, der Probenahme, Konditionierung und Aufbewahrung der Proben bis zur Übergabe an das Laboratorium, unter Einhaltung der im «CWBP» und im «CWEA» angeführten, von der Verwaltung genehmigten Regeln und Methoden durchzuführen.

Der Probenehmer nimmt die Bodenproben unter der Verantwortung der in Artikel 7, 4° erwähnten Person(en) vor, die die Probenahmen ausführen lässt (lassen);

- 2° den (die) Probenahmebericht(e) von der befugten Person, die diese Probenahmen durchführen gelassen hat, mitunterzeichnen zu lassen;
- 3° mindestens zwanzig Stunden im Jahr aktiv an Informations- und Fortbildungssitzungen im Zusammenhang mit ihren Aufgaben teilzunehmen, um insbesondere über eine gründliche Kenntnis der im «CWEA», im «CWBP», sowie in jedem anderen technischen Dokument im Zusammenhang mit dem Dekret beschriebenen Entnahme-, Probenahme-, Konditionierungs- und Aufbewahrungsmethoden zu verfügen und der Verwaltung jährlich bis zum 31. Januar den Nachweis zu übermitteln, dass diese Bestimmung eingehalten wird;
- 4° der Verwaltung auf einfachen Antrag das Inventar der im Rahmen des Dekrets und des vorliegenden Erlasses durchgeführten Analysen, die im Gange oder geplant sind, zu übermitteln, und zwar für die im Antrag der Verwaltung angegebene Periode;
- 5° über die notwendigen Informatikmittel zu verfügen, um die Übermittlung der Informationen an die Laboratorien, die Sachverständigen oder an die Verwaltung zu gewährleisten.

**TITEL IV — Arbeitsweise des Verwaltungsausschusses der Datenbank über den Bodenzustand**

**Art. 21** - Jede der in Artikel 13, Absatz 1 des Dekrets erwähnten Verwaltungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses unterbreiten dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, eine doppelte Liste der effektiven und stellvertretenden Kandidaten.

Die Regierung bezeichnet den Vorsitzenden des Verwaltungsausschusses und ernennt gleichzeitig die effektiven und stellvertretenden Mitglieder dieses Ausschusses.

Die Mandate werden für eine Periode von fünf Jahren erteilt. Sie laufen ab dem Tage der Unterzeichnung des Erlasses zur Ernennung der Mitglieder des Ausschusses.

Der Ausschuss ist berechtigt, Personen mit besonderen Fachkenntnissen einzuladen, um an den Arbeiten teilzunehmen. Diese Personen sind nicht berechtigt, an der Abstimmung teilzunehmen.

Der Ausschuss wird von seinem Vorsitzenden einberufen.

Die Beschlüsse des Ausschusses sind nur dann gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind. Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Ausschuss mit derselben Tagesordnung neu einberufen. Seine Beschlüsse sind dann ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder gültig.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Wenn mindestens ein Viertel der anwesenden Mitglieder mit Wahlrecht dem von der Mehrheit abgegebenen Gutachten entgegenstehen, wird das Gutachten mit einem Vermerk über die Meinungsverschiedenheit ergänzt.

**TITEL V — Modalitäten für die Organisation der Konzertierungsversammlungen bei mehreren Pflichtigen**

**Art. 22** - Die Konzertierungsversammlung hat zum Zweck, den für ein selbes Grundstück bezeichneten Pflichtigen zu ermöglichen, ihre Aktionen zu koordinieren, oder sogar ein gemeinsames Projekt vorzulegen.

Die Verwaltung organisiert die Konzertierungsversammlung in der Gemeinde, in der sich die größte von dem Grundstück belegte Fläche befindet.

Sie lädt die betroffenen Pflichtigen und die Gemeinde zu der Konzertierungsversammlung, und zwar mindestens fünfzehn Tage bevor diese stattfindet. Zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar findet keine Konzertierungsversammlung statt.

Ein Vertreter der Gemeinde führt den Vorsitz der Konzertierungsversammlung. Der Umweltberater der Gemeinde oder in Ermangelung dessen ein anderer Vertreter der Gemeinde übernimmt deren Sekretariat und nimmt deren Protokoll auf. Er übermittelt es den Pflichtigen und der Verwaltung innerhalb von dreißig Tagen nach der Versammlung.

**TITEL V — Abänderungs- und Schlussbestimmungen**

**Art. 23** - § 1. Artikel 681bis/73, § 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. November 2000, vom 17. Juli 2003 und vom 7. Juli 2005, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Um als Sachverständiger des Fachbereichs «Lagereinrichtungen» zugelassen zu werden, müssen folgende Bedingungen erfüllt sein:»;

§ 2. In den Artikeln 681bis/64, Absatz 1 und 681bis/75, Absatz 2 und 3 desselben Erlasses werden die Wörter «durch einen zugelassenen Sachverständigen des Fachbereichs» «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» «durch die Wörter «durch einen Sachverständigen der Kategorie 1 im Sinne des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung» ersetzt;

§ 3. In Artikel 681bis/66, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter «unter der Verantwortlichkeit des für den Fachbereich Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds zugelassenen Sachverständigen» durch die Wörter «gemäß den in Artikel 27 des Dekrets vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Modalitäten» ersetzt;

§ 4. In Artikel 681bis/67, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter «ein zugelassener Sachverständiger des Fachbereichs Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds» durch die Wörter «ein Sachverständiger der Kategorie 2 im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung über die Bodenbewirtschaftung» ersetzt;

§ 5. Die in Artikel 681bis/73, § 1, Absatz 1 desselben Erlasses erwähnten Zulassungen im Fachbereich «Verschmutzung des Bodens und des Untergrunds», die vor Ende des in Artikel 93 des Dekrets erwähnten Zeitraums ablaufen, laufen automatisch bis zum Ende dieses Zeitraums weiter.

**Art. 24** - Artikel 23, § 1 bis § 4 tritt ein Jahr nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 25** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung über die Bodenbewirtschaftung

**FORMULAR FÜR DEN ZULASSUNGSANTRAG****FELD I : (DER VERWALTUNG VORBEHALTEN)**

Aktennummer: ..... Eingangsdatum: ..... / ..... / .....  
Name des Antragstellers .....  
Anschrift: .....  
Sachbearbeiter: .....

**FELDER II BIS IX (VOM ANTRAGSTELLER AUSZUFÜLLEN)**

*Der Begriff „Antragsteller“ betrifft in diesem Feld die natürliche Person, die die Zulassung ersucht, oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, die natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird.*

*Der Antragsteller achtet darauf, die Referenzen der Anlagen anzugeben und sie unter der Bezeichnung des vorliegenden Formulars vorzulegen*

Die geforderten Unterlagen und Bescheinigungen müssen als Originale vorgelegt werden und neu datiert sein.

**FELD II: ZULASSUNGSART**

Der Antrag betrifft:\*

die Zulassung als Sachverständiger:

Kategorie 1

Kategorie 2

die Zulassung als Laboratorium

die Zulassung als Bodensanierungsorganisation

**FELD III: IDENTITÄT DES ANTRAGSTELLERS****1. Wenn es sich um eine juristische Person oder Gelegenheitsgesellschaft handelt**

Bitte die beantragte(n) Art(en) ankreuzen. Falls sich der Antrag auf mehrere Arten bezieht, legen Sie bitte ein Formular pro Antragsart vor, mit Ausnahme der Anlagen GEN1, 3 und 6

1.1. Gesellschaftsname oder Bezeichnung: .....

Rechtsform: .....

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr. .... Briefkasten

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

Anschrift des Betriebssitzes:

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr. .... Briefkasten

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

1.2. Unterzeichner des Antrags:

Name: .....

Vorname: .....

Funktion: .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

1.3. Im Rahmen des Antrags zu kontaktierende Person:

Name: .....

Vorname: .....

Funktion: .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf: .....

1.4. Namensliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die ermächtigt sind, die Gesellschaft, für die der Antrag eingereicht wird, zu verpflichten

Name: .....

Vorname: .....

Funktion: .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

Name: .....

Vorname: .....

Funktion: .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

Name: .....

Vorname: .....

Funktion: .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

Name: .....

Vorname: .....

Funktion: .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

Name: .....

Vorname: .....

Funktion: .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

1.5. **Anlage GEN 1**

Eine Abschrift der Veröffentlichung der Satzungen der juristischen Person oder der Gelegenheitsgesellschaft oder eine beglaubigte Abschrift des Antrags auf die Veröffentlichung der Satzungen vorlegen

**2. Wenn es sich um eine natürliche Person handelt**

2.1. NAME: .....

Vorname: .....

Staatsangehörigkeit: .....

2.2. Wohnort:

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr. .... Briefkasten

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

Bevorzugte(r) Uhrzeit(en), Tag(e) für einen Anruf: .....

2.3. Anschrift des Betriebssitzes:

Gemeinde: ..... Postleitzahl: .....

Straße: ..... Nr. .... Briefkasten

☎ : ..... Fax : ..... E-mail: .....@.....

**FELD IV: ANDERE ZULASSUNG(EN) IM BESITZ DES ANTRAGSTELLERS**

<input type="checkbox"/>	Zulassung als Sachverständiger:	
	O Kategorie 1	Aktennummer: Datum der Zulassung:
	O Kategorie 2	Aktennummer: Datum der Zulassung:
<input type="checkbox"/>	Zulassung als Laboratorium	Aktennummer: Datum der Zulassung:
<input type="checkbox"/>	Zulassung als Bodensanierungsorganisations	Aktennummer: Datum der Zulassung:

**FELD V: VOM ANTRAGSTELLER ZU ÜBERMITTELNDE ALLGEMEINE AUSKÜNFTE**

**1. Identität und Diplom(e) des Antragstellers oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt, der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird:**

NAME:	Vorname:	
Diplom(e):		
Jahr und Ort von dessen(deren) Abschluss:		
Dreijährige Erfahrung, die innerhalb der 6		
Jahre, die dem Datum des Zulassungsantrags vorhergehen, erzielt wurde*		
	O ja	O nein
Art des Vertrags, der die Person an die Gesellschaft bindet:		
NAME:	Vorname:	
Diplom(e):		
Jahr und Ort von dessen(deren) Abschluss:		
Dreijährige Erfahrung, die innerhalb der 6		
Jahre, die dem Datum des Zulassungsantrags vorhergehen, erzielt wurde*		
	O ja	O nein
Art des Vertrags, der die Person an die Gesellschaft bindet:		
NAME:	Vorname:	
Diplom(e):		
Jahr und Ort von dessen(deren) Abschluss:		
Dreijährige Erfahrung, die innerhalb der 6		
Jahre, die dem Datum des Zulassungsantrags vorhergehen, erzielt wurde*		
	O ja	O nein

Art des Vertrags, der die Person an die Gesellschaft bindet:

NAME:

Vorname:

Diplom(e):

Jahr und Ort von dessen(deren) Abschluss:

Dreijährige Erfahrung, die innerhalb der 6

Jahre, die dem Datum des Zulassungsantrags vorhergehen, erzielt wurde  ja  nein

Art des Vertrags, der die Person an die Gesellschaft bindet:

**2. Wenn es sich um einen Antrag auf die Zulassung als Sachverständiger der Kategorie 1 oder 2 oder um einen Antrag als Laboratorium handelt, Identität und Diplom(e) der befugten Person(en)**

NAME:

Vorname:

Diplom(e):

Jahr und Ort von dessen(deren) Abschluss:

Art des Vertrags, der die Person an die Gesellschaft bindet:

**Anlage GEN 2**

Die Unterlagen vorlegen, durch die die Teilnahme an den Informations- und Fortbildungssitzungen im Zusammenhang mit ihren Aufgaben und mit deren vorschriftsmäßigen Rahmen in Höhe von 20 Std/Jahr bescheinigt werden kann.

3. Wenn es sich um einen Antrag auf die Zulassung als Sachverständiger der Kategorie 1 und 2 handelt, Identität und Diplom(e) der Person(en), die zur Anwendung und Auslegung des Musters zur Analyse der Gefahren für die menschliche Gesundheit der Schadstoffe im Boden und des(der) Muster(s) zur Analyse der Risiken der Verbreitung der Schadstoffe im Grundwasser, die von der Verwaltung angenommen werden, befugt ist(sind)

NAME:	Vorname:
Diplom(e):	
Jahr und Ort von dessen(deren) Abschluss:	
Art des Vertrags, der die Person an die Gesellschaft bindet:	
NAME:	Vorname:
Diplom(e):	
Jahr und Ort von dessen(deren) Abschluss:	
Art des Vertrags, der die Person an die Gesellschaft bindet:	

Für jede in den Punkten 1, 2 und 3 angegebene Person ist Folgendes vorzulegen:

Anlage GEN 3 <b>eine Abschrift des(der) Diploms(e) sowie einen Lebenslauf der die bereits im Rahmen des(der) von der ersuchten Zulassung gedeckten Bereichs(e) durchgeführten Aufgaben enthält, sowie eine kurzgefasste Inventarliste der in diesem Rahmen ausgeführten Berichte, Studien oder Projekte;</b> Anlage GEN 3bis <b>eine Abschrift des(der) Vertrags("e), der(die) sie an den Antragsteller der Zulassung bindet(n).</b>
---

#### 4. Technische, finanzielle oder moralische Garantien:

Anlage GEN 4 <b>Ein Verzeichnis der technischen Mittel vorlegen, über die der Antragsteller verfügt.</b>
Anlage GEN 5 <b>Eine ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, die bescheinigt, dass der Antragsteller über ausreichend finanzielle Mittel verfügt, um die Aufgaben zu erfüllen, für die die Zulassung ersucht wird;</b>
Anlage GEN 6 <b>Eine neu datierte Bescheinigung vorlegen, die den Nachweis erbringt, dass der Antragsteller seine sozialen und steuerlichen Pflichten erfüllt hat;</b>
Anlage GEN 7 <b>Einen neu datierten Auszug aus dem Strafregister des Antragstellers oder, wenn es sich um eine juristische Person handelt,</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>einen Auszug aus dem Strafregister der natürlichen Personen, die angestellt wurden, um den Vorschriften nachzukommen, für die die Zulassung beantragt wird</b></li><li>- <b>einen Auszug aus dem Strafregister der juristischen Person vorlegen.</b></li></ul>

**FELD VI: VOM ANTRAGSTELLER ALS SACHVERSTÄNDIGER DER KATEGORIE 1 IND 2 ZU ÜBERMITTELNDE ZUSÄTZLICHE AUSKÜNFTE**

Anlage EXP 1

**Eine Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft vorlegen, dass diese innerhalb des Monats der Notifizierung der Zulassung eine Berufshaftpflichtversicherung abschließen, die die Tätigkeiten deckt, für die die Zulassung beantragt wird**

Anlage EXP 2

**Eine Abschrift des Qualitätshandbuchs des Antragstellers vorlegen.**

Anlage EXP 3

**Eine Erklärung vorlegen, laut der der Antragsteller sich verpflichtet, die gesamten in Artikel 16 des Erlasses erwähnten Regeln einzuhalten.**

**FELD VII: VOM ANTRAGSTELLER ALS LABORATORIUM ZU ÜBERMITTELNDE ZUSÄTZLICHE AUSKÜNFTE**

Anlage LABO 1

**Den von der Verwaltung als günstig erachteten Bericht des „ISSeP“ vorlegen**

Anlage LABO 2

**Die Unterlagen und den Terminplan vorlegen, die die Einleitung der Maßnahmen bescheinigen, die auf die Akkreditierung im Referenzsystem NBN EN ISO 17025, sowie auf die Erzielung einer sich auf die Methoden für die Analysen der in der Anlage I des Dekrets erwähnten Parameter beziehende Qualitätssicherung „BELAC“ abzielen;**

Anlage LABO 3

**Die Unterlagen und den Terminplan vorlegen, die die Einführung eines Umweltmanagement- und Umweltbetriebsprüfungssystems gemäß der Verordnung EWG Nr. 761/2001 vom 19. März 2001 über die freiwillige Beteiligung von Organisationen an einem Gemeinschaftssystem für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung zwecks dem Erhalt der Registrierung „EMAS“ bescheinigen.**

Anlage LABO 4

**Eine Erklärung vorlegen, laut der der Antragsteller sich verpflichtet, die gesamten in Artikel 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung erwähnten Regeln einzuhalten.**

**FELD VIII: VOM ANTRAGSTELLER ALS BODENSANIERUNGSORGANISATION ZU  
ÜBERMITTELNDE ZUSÄTZLICHE AUSKÜNFTEN**

Anlage ORGASOL 1

**Eine Verpflichtung seitens des Antragstellers und der Versicherungsgesellschaft vorlegen, dass diese innerhalb des Monats der Notifizierung der Zulassung eine Berufshaftpflichtversicherung abschließen, die die Tätigkeiten deckt, für die die Zulassung beantragt wird**

Anlage ORGASOL 2

**Eine Erklärung vorlegen, laut der der Antragsteller sich verpflichtet, die gesamten in Artikel 18 des Erlasses zur Ausführung des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Regeln einzuhalten**

Anlage ORGASOL 3

**Wenn es sich um einen von einer Gelegenheitsgesellschaft ausgehenden Antrag auf die Zulassung als Bodensanierungsorganisation handelt, den Nachweis der Erfahrung und beruflichen Eignung der Teilnehmer oder anderer Körperschaften, ungeachtet der Rechtsform der Bindungen, die zwischen der Gelegenheitsgesellschaft und diesen Körperschaften bestehen, vorlegen.**

Anlage ORGASOL 4

**Eine Abschrift der Satzungen, die die in Artikel 15, 4° erwähnten Elemente enthalten.**

**ANLAGEN**

Der Antragsteller achtet darauf, die Referenzen der Anlagen anzugeben und sie in der durch den Erlass vorgesehenen Reihenfolge vorzulegen.

Die zusätzlichen Anlagen werden nummeriert und in den verschiedenen Feldern angegeben.

Der Unterzeichnete,....., ..... bescheinigt hiermit, dass die oben angegebenen Informationen vollständig und richtig sind.

Geschehen zu ....., am .....

Unterschrift

**Der Zulassungsantrag wird an folgende Anschrift gerichtet: Directeur Général de la Direction Générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement, 15, avenue Prince de Liège in 5100 NAMUR (Jambes) eingereicht.**

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über die Bodenbewirtschaftung als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3040

[C – 2009/27163]

## 27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het bodembeheer

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, inzonderheid op de artikelen 2, 14° en 24°, 8, 13, 23, 27, 28, 32 en 68;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een « Institut scientifique de Service public » (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 3, tweede lid, 3;

Gelet op het advies nr. 56.228/4 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

## TITEL I. — Definities en algemeenheden

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° « decreet » : het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer;
- 2° « administratie » : administratie in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet, met name de directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu (DGO3), of zijn gemachtigde;
- 3° « bodemsaneringsorganisatie » : tijdelijke maatschappij of rechtspersoon erkend om overeenkomstig artikel 23 van het decreet te voldoen aan de verplichtingen van één of meer dragers van de verplichtingen bedoeld in artikel 18 van het decreet, met inachtneming van de modaliteiten waarin dit besluit voorziet;
- 4° « CWBP » : Waalse Code van Goede Praktijken waarin het geheel van de standaardprocedures opgenomen is en dat de administratie ter inzage van het publiek legt, o.a. via het milieuportaal van de Internetsite van het Waalse Gewest;
- 5° « CWEA » : Waals compendium van de bemonsterings- en analysetechnieken, goedgekeurd door de administratie en door haar ter inzage van het publiek gelegd, o.a. via het milieuportaal van de Internetsite van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** Het bodemcontrolecertificaat bedoeld in artikel 2, 24°, van het decreet bevat minstens de volgende gegevens :

- de identificatie en de plaatsbepaling van het terrein;
- de kadastrale gegevens;
- het (de) type(s) gebruik overwogen met verwijzing naar bijlage 2 bij het decreet;
- de bijzondere waarde(n) van het terrein;
- de omschrijving van de veiligheids- en opvolgingsmaatregelen, desgevallend met inbegrip van de gebruiksbepalingen;
- de referentie van de oriënterings- of karakteriseringsonderzoeken of van de evalueerbaarheid van de saneringshandelingen en -werken;
- de datum van afgifte van het certificaat;
- de identiteit, personalia en hoedanigheid van de bestemmelingen van het certificaat.

**Art. 3.** De instanties bedoeld in artikel 8, laatste lid, van het decreet zijn het « ISSeP » en de « SPAQuE ».

## TITEL II. — Erkenningen

## HOOFDSTUK I. — Types erkenning

**Art. 4.** Er bestaan vier types erkenning :

- 1° de erkenning als « deskundige van categorie 1 » wordt geëist voor de uitvoering van de volgende opdrachten :
  - a) het uitwerken van een oriënteringsonderzoek zoals bedoeld in de artikelen 37 tot 41 van het decreet;
  - b) het uitwerken van een karakteriseringsonderzoek zoals bedoeld in de artikelen 42 tot 46 van het decreet;
  - c) de uitvoering van de na afloop van een oriënterings- of karakteriseringsonderzoek voorgestelde veiligheids- of opvolgingsmaatregelen, zoals bedoeld in artikel 2, 11°, en 12°, van het decreet, voorstellen en leiden;
  - d) het uitwerken van een indicatief onderzoek of van een karakteriseringsonderzoek, zoals bedoeld in de artikelen 68<sup>1bis</sup>/63 tot 66 van het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming door de invoering van specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op de installatie en de uitbating van benzinstations;

- 2° de erkenning als « deskundige van categorie 2 » wordt geëist voor de uitvoering van de volgende opdrachten :
- a) het uitwerken van een oriënteringsonderzoek zoals bedoeld in de artikelen 37 tot 41 van het decreet;
  - b) het uitwerken van een karakteriseringsonderzoek zoals bedoeld in de artikelen 42 tot 46 van het decreet;
  - a) het uitwerken van een saneringsproject zoals bedoeld in de artikelen 53 tot 63 van het decreet;
  - d) toezicht uitoefenen op de saneringshandelingen en -werken en de eindevaluatie maken, zoals bedoeld in de artikelen 65 tot 67 van het decreet;
  - e) de uitvoering van de veiligheids- of opvolgingsmaatregelen, zoals bedoeld in artikel 2, 11°, en 12°, van het decreet, voorstellen en leiden;
  - d) het uitwerken van een indicatief onderzoek of van een karakteriseringsonderzoek of van een saneringsplan, zoals bedoeld in de artikelen 68*bis*/63 tot 67 van het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming door de invoeging van specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op de installatie en de uitbating van benzinstations;
- 3° de erkenning als « laboratorium » wordt geëist voor de uitvoering van de bodemanalyses in het kader van het decreet en van dit besluit, overeenkomstig het « CWEA »;
- 4° de erkenning als « bodemsaneringsorganisatie » wordt geëist voor de uitvoering van de volgende opdrachten, onverminderd de voorschriften waarin de artikelen 56 en 57 van het decreet voorzien :
- a) de coördinatie van de onderzoeken, handelingen en werken tot sanering van de terreinen omschreven in het kader van de modaliteiten bepaald bij artikel 23 van het decreet, door de bepaling van de lijst, de prioriteit en de data i.v.m. de uitvoering van de onderzoeken en saneringen die ze belooft na te komen en die ze ter goedkeuring aan de administratie voorlegt;
  - b) de uitvoering van de oriënterings- en karakteriseringsonderzoeken leiden, alsook die van de saneringsprojecten betreffende de terreinen bedoeld in a);
  - c) de uitvoering van de handelingen tot sanering van de in a) bedoelde terreinen leiden.

#### HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure*

**Art. 5.** De erkenningsprocedure zoals omschreven in de artikelen 28 tot 36 van het decreet is ook van toepassing op de bodemsaneringsorganisaties.

#### HOOFDSTUK III. — *Erkenningsvoorwaarden*

##### *Afdeling 1. — Algemene voorwaarden*

**Art. 6.** § 1. De erkenning kan aan een rechtspersoon of aan een natuurlijke persoon afgegeven worden indien hij voldoet aan de voorwaarden waarin dit besluit voorziet.

§ 2. Dezelfde persoon mag verschillende types erkenning aanvragen.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, kan de erkenning als bodemsaneringsorganisatie slechts aan een rechtspersoon of aan een tijdelijke vennootschap afgegeven worden, overeenkomstig artikel 1, 4°; de erkenning als laboratorium kan slechts aan een rechtspersoon afgegeven worden.

**Art. 7.** De erkenning wordt aan de aanvrager afgegeven indien hij de volgende algemene voorwaarden vervult :

- 1° als het gaat om een rechtspersoon of om een tijdelijke vennootschap, opgericht zijn overeenkomstig de wetgeving van een lidstaat van de Europese Unie en zijn (haar) hoofdbestuur of hoofdzetel binnen de Europese Unie hebben, of er zijn (haar) maatschappelijke zetel hebben, op voorwaarde dat zijn (haar) activiteiten een reële en duurzame band hebben met de economie van een lidstaat van de Europese Unie;
- 2° één of verschillende personen contractueel in dienst hebben die houder is (zijn) van een wetenschappelijk diploma van het universitaire of daarmee gelijkgestelde niveau, toereikend geacht door de administratie ten opzichte van de bevoegdheden die voor de aangevraagde erkenning geëist worden.

De contractuele dienst wordt verstaan als de arbeidsbeschikbaarheid van een bediende onder arbeidscontract, of als de voortdurende beschikbaarheid van de diensten van een zelfstandige voor de gezamenlijke aangevraagde duur;

- 3° één of verschillende personen contractueel in dienst hebben met minstens drie jaar beroepservaring in het (de) domein(en) waarop de aangevraagde erkenning betrekking heeft, waarbij die ervaring is opgedaan in de loop van de zes jaren die voorafgaan aan de datum van de aanvraag van de erkenning;
- 4° beschikken over minstens één bevoegde persoon die belast wordt met de medeondertekening van :
  - a) elk rapport, onderzoek of project opgemaakt krachtens het decreet en dit besluit;
  - b) elk rapport betreffende een bemonstering uitgevoerd door een monsternemer die onder zijn verantwoordelijkheid handelt.

De bevoegde persoon neemt actief deel aan informatie- of vormingsvergaderingen i.v.m. zijn opdrachten, minstens twintig uren per jaar, o.a. om perfect op de hoogte te zijn van de inhoud van het decreet, van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, de « CWEA » en het « CWBP », alsook van de andere technische en regelgevende documenten i.v.m. het decreet;

- 5° over voldoende technische en financiële middelen beschikken om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning geëist wordt;
- 6° bekwaam zijn om teksten in het Frans of in het Duits op te stellen;
- 7° niet het voorwerp zijn geweest van een veroordeling die nog steeds gevolgen heeft bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing, wegens een overtreding van de gewestelijke of federale milieuwetgevingen of van elke andere milieuwetgeving van een lidstaat van de Europese Unie.

Wat de rechtspersonen betreft, moet die voorwaarde vervuld worden door de bestuurders, beheerders en elke ander persoon die bevoegd is om de vennootschap te verbinden, alsook door de vennootschap zelf. Wat de tijdelijke vennootschappen betreft, geldt die voorwaarde voor elk van de vennoten.

*Afdeling 2. — Specifieke voorwaarden*

**Art. 8.** Onverminderd de voorwaarden bedoeld in artikel 7, wordt de erkenning als deskundige van categorie 1 of 2 aan de aanvrager afgegeven indien hij de volgende bijzondere voorwaarden vervult :

- 1° persoonlijk of bij overeenkomst beschikken over :
  - a) een model van analyse van de risico's die de bodemvervuilende stoffen voor de gezondheid van de mens inhouden en over een model (modellen) van analyse van het gevaar voor verspreiding van de verontreinigende stoffen in de grondwateren, aanvaard door de administratie;
  - b) minstens één bevoegde persoon met de nodige ervaring om die modellen toe te passen en er de resultaten van uit te leggen;
- 2° beschikken over een beroepsaansprakelijkheidsverzekering ter dekking van de activiteiten en de periode waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;
- 3° beschikken over een kwaliteitshandboek. Het kwaliteitshandboek omschrijft het kwaliteitsmanagementsysteem dat de deskundige heeft uitgewerkt om de doelstellingen inzake de kwaliteit van de verstrekte prestaties te halen.

Het kwaliteitsmanagementsysteem bepaalt de organisatie, de processen, de procedures en de nodige middelen om de kwaliteitsdoelstellingen te halen. De tenuitvoerlegging en de handhaving van het kwaliteitsmanagementsysteem staan onder de verantwoordelijkheid van de Verantwoordelijke Kwaliteitsverzekering.

**Art. 9.** Onverminderd de voorwaarden bedoeld in artikel 7, wordt de erkenning als laboratorium aan de aanvrager afgegeven indien hij de volgende bijzondere voorwaarden vervult :

- 1° beschikken over een gunstig advies van de administratie wat betreft het rapport over het technisch onderzoek en de audit uitgevoerd door het « ISSeP ».

Het technisch onderzoek en de audit slaan op de organisatie van de aanvrager, het onderzoek naar de technische capaciteiten, de controle op de installaties en uitrustingen, de procedures, de menselijke middelen, de kwalificaties waarover het laboratorium beschikt, met inbegrip van de uitvoering van controleanalyses van proefmonsters, alsook op het verhoor van resourcepersonen en op de opsporing van elk element dat zou kunnen interfereren met de afgifte of de tenuitvoerlegging van de erkenning.

De kosten i.v.m. het technisch onderzoek en de audit worden door de aanvrager gedragen;

- 2° de nodige maatregelen treffen om te kunnen beschikken over een accreditatie in het referentieel NBN EN ISO 17025, alsook over een kwaliteitsverzekering BELAC betreffende de technieken voor de analyses van de parameters bedoeld in bijlage I bij het decreet en beschikken over een planning voor het verkrijgen van de accreditatie voor het geheel van die technieken;
- 3° een milieubeheer- en milieuauditsysteem conform Verordening EEG nr. 761/2001, van 19 maart 2001, tot stand brengen waarbij de houders van erkenningen vrijwillig kunnen deelnemen aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem ten einde de registratie « EMAS » te verkrijgen.

**Art. 10.** De afgifte van de erkenning als bodemsaneringsorganisatie is niet onderworpen aan de algemene voorwaarden bedoeld in artikel 7, 4° en 6°.

*HOOFDSTUK IV. — Inhoud van de erkenningsaanvraag*

**Art. 11.** Het erkenningsaanvraagformulier bedoeld in artikel 28 van het decreet gaat als bijlage bij dit besluit. De aanvraag wordt aan de administratie gericht bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat vaste datum verleent.

*Afdeling 1. — Algemene inlichtingen*

**Art. 12.** Voor alle types erkenning bevat de aanvraag de volgende algemene gegevens :

- 1° het type erkenning aangevraagd met verwijzing naar artikel 4;
- 2° de identificatie van de aanvrager en, als het gaat om een rechtspersoon of een tijdelijke vennootschap, een afschrift van de gecoördineerde statuten, en de naam (namen) van de natuurlijke personen in dienst genomen om de activiteiten uit te oefenen waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;
- 3° de omschrijving en een afschrift van het (de) diploma('s) van de aanvrager of, als het gaat om een rechtspersoon, van de natuurlijke personen in dienst genomen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning wordt aangevraagd;
- 4° het bewijs dat de aanvrager over de vereiste beroepservaring en -kwalificaties beschikt, o.a. op grond van :
  - a) een *curriculum* van de persoon (personen) die erover beschikt (beschikken);
  - b) een lijst van de opdrachten die al vervuld zijn in het kader van het domein (de domeinen) waarop de aangevraagde erkenning betrekking heeft en een korte inventaris van de rapporten, onderzoeken of projecten uitgevoerd in dat kader;
- 5° een lijst van de technische middelen en de uitrustingen waarover de aanvrager beschikt;
- 6° een verklaring op erewoord waarbij de aanvrager bevestigt dat hij over voldoende financiële middelen beschikt om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, alsook een recente verklaring waaruit blijkt dat hij zijn sociale en fiscale verplichtingen is nagekomen; als het gaat om een tijdelijke vennootschap, het bewijs dat elke vennoot zijn sociale en fiscale verplichtingen is nagekomen;

- 7° een uittreksel uit het strafregister van de aanvrager of,  
als het gaat om een rechtspersoon of om een bodemsaneringsorganisatie :
- a) een uittreksel uit het strafregister van de natuurlijke personen in dienst genomen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning wordt aangevraagd;
  - b) een uittreksel uit het strafregister van de rechtspersoon.

Als het gaat om een bodemsaneringsorganisatie in de vorm van een tijdelijke vennootschap, legt elke vennoot een uittreksel uit het strafregister over.

Elk uittreksel dateert van minder dan drie maanden, te rekenen van de datum van verzending van de aanvraag;

- 8° een afschrift van de overeenkomst(en) gesloten tussen de aanvrager van de erkenning en de personen bedoeld in artikel 7, 2°, 3°, en 4°.

#### *Afdeling 2. — Bijzondere inlichtingen*

**Art. 13.** Een aanvraag tot erkenning als deskundige van categorie 1 of 2 gaat vergezeld van de volgende gegevens :

- 1° de aanwijzing van de bevoegde persoon (personen) bedoeld in artikel 7, 4°;
- 2° een afschrift van de documenten waaruit blijkt dat de persoon (personen) bedoeld in 1° voldaan heeft (hebben) aan de verplichting(en) bedoeld in artikel 7, 4°;
- 3° een bewijs dat de aanvrager beschikt over de modellen bedoeld in artikel 8, 1°, alsook de identiteit van de persoon (personen) bevoegd voor het gebruik en de uitleg ervan en een afschrift van de overeenkomst(en) gesloten tussen die persoon en de aanvrager van de erkenning;
- 4° een verbintenis van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij waarbij ze binnen de maand van de kennisgeving van de erkenning een beroepsaansprakelijkheidsverzekering zullen aangaan ter dekking van de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;
- 5° een afschrift van het kwaliteitshandboek bedoeld in artikel 8, 3°;
- 6° een verklaring waarbij de aanvrager zich verbindt tot de naleving van het geheel van de regels bedoeld in artikel 16.

**Art. 14.** Een aanvraag tot erkenning als laboratorium gaat vergezeld van de volgende gegevens :

- 1° de aanwijzing van de bevoegde persoon (personen) bedoeld in artikel 7, 4°;
- 2° een afschrift van de documenten waaruit blijkt dat de persoon (personen) bedoeld in 1° voldaan heeft (hebben) aan de verplichting(en) bedoeld in artikel 7, 4°;
- 3° een rapport van het « ISSeP » met de resultaten van een technisch onderzoek en een audit, gunstig geacht door de administratie;
- 4° de documenten alsook de planning waaruit blijkt dat de voorschriften bedoeld in artikel 9, 2° en 3°, ten uitvoer zijn gelegd;
- 5° een verklaring waarbij de aanvrager zich verbindt tot de naleving van het geheel van de regels bedoeld in artikel 17.

**Art. 15.** Een aanvraag tot erkenning als bodemsaneringsorganisatie gaat vergezeld van de volgende gegevens :

- 1° een verbintenis van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij waarbij ze binnen de maand van de kennisgeving van de erkenning een burgerlijke beroepsaansprakelijkheidsverzekering zullen aangaan ter dekking van de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;
- 2° een verklaring waarbij de aanvrager zich verbindt tot de naleving van het geheel van de regels bedoeld in artikel 18;
- 3° als de erkenningsaanvraag uitgaat van een tijdelijke vennootschap, het bewijs van de beroepservaring en -bekwaamheden van de deelnemers of van andere entiteiten, ongeacht de juridische aard van de banden tussen de tijdelijke vennootschap en die entiteiten;
- 4° een afschrift van de statuten die door alle partijen getekend zijn en die op zijn minst de volgende clausules bevatten :
  - a) een clausule die voorziet in een geïntegreerd beheer;
  - b) een clausule die bepaalt dat elke vennoot t.o.v. de andere vennoot verantwoordelijk is voor zijn fouten en nalatigheden;
  - c) een clausule die bepaalt dat, om de voortzetting van de activiteiten van een faillietverklaarde vennoot mogelijk te maken, de andere vennoten mogen beschikken over het geheel van de sommen die op het krediet van de bankrekeningen van de erkende organisatie staan, alsook over de door derden te verrichten betalingen, en dat ze in hetzelfde opzicht het materieel, de materialen en de verschillende onderzoeksdocumenten mogen gebruiken.

HOOFDSTUK V. — *Regels die door de erkenningshouders nageleefd moeten worden*

**Art. 16.** De deskundige van categorie 1 of 2 moet :

- 1° bodemmonsters laten nemen door een monsternemer die handelt volgens de regels en technieken vermeld in de « CWBP » en in het « CWEA » en ze krachtens het decreet en dit besluit door een erkend laboratorium laten analyseren;
- 2° de in artikel 4, 1° en 2°, bedoelde opdrachten uitvoeren overeenkomstig de « CWBP »;
- 3° de rapporten, onderzoeken of projecten, opgemaakt krachtens dit decreet en dit besluit, alsook de rapporten over de bemonsteringen die onder zijn verantwoordelijkheid uitgevoerd worden, laten medeondertekenen door een bevoegde persoon bedoeld in artikel 7, 4°;
- 4° zijn opdrachten in alle zelfstandigheid uitvoeren en de volle verantwoordelijkheid dragen voor de kwaliteit van de werken en de resultaten die hij overlegt;
- 5° de bevoegde persoon (personen) actief laten deelnemen aan informatie- of vormingsvergaderingen i.v.m. zijn (hun) verplichtingen, minstens twintig uren per jaar, o.a. om perfect op de hoogte te zijn van de inhoud van het decreet, van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, de « CWEA » en het « CWBP », alsook van de andere technische en regelgevende documenten i.v.m. het decreet, en aan de administratie jaarlijks uiterlijk 31 januari het bewijs overleggen dat aan die bepaling voldaan is;
- 6° aan de administratie op gewoon verzoek de lijst van de terreinen overleggen waarvoor de rapporten, onderzoeken of projecten waarin het decreet en dit besluit voorzien, lopen of overwogen worden, voor de periode opgegeven in het verzoek van de administratie;
- 7° zich voor elk rapport, onderzoek of project dat bij de administratie ingediend wordt ervan vergewissen dat hij zich niet in een geval bevindt waarin hij zijn opdracht onmogelijk kan uitvoeren, zoals bedoeld in artikel 19;
- 8° over de nodige informaticamiddelen beschikken om de gegevens aan de administratie te verstrekken volgens de procedures die zij bepaalt;
- 9° de administratie op haar verzoek informatie verstrekken i.v.m. de toepassing en de evolutie van het kwaliteitshandboek.

**Art. 17.** Het laboratorium moet :

- 1° bodemmonsters laten nemen door een monsternemer die handelt volgens de regels en technieken vermeld in de « CWBP » en in het « CWEA » en ze krachtens het decreet en dit besluit door een erkend laboratorium laten analyseren;
- 2° de rapporten, onderzoeken of projecten, opgemaakt krachtens dit decreet en dit besluit, alsook de rapporten over de bemonsteringen die onder zijn verantwoordelijkheid uitgevoerd worden, laten medeondertekenen door een bevoegde persoon bedoeld in artikel 7, 4°;
- 3° zijn opdrachten in alle zelfstandigheid uitvoeren en de volle verantwoordelijkheid dragen voor de kwaliteit van de werken en de resultaten die hij overlegt;
- 4° de bevoegde persoon (personen) actief laten deelnemen aan informatie- of vormingsvergaderingen i.v.m. zijn (hun) verplichtingen, minstens twintig uren per jaar, o.a. om perfect op de hoogte te zijn van de inhoud van het decreet, van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, de « CWEA » en het « CWBP », alsook van de andere technische en regelgevende documenten i.v.m. het decreet, en aan de administratie jaarlijks uiterlijk 31 januari het bewijs overleggen dat aan die bepaling voldaan is;
- 5° aan de administratie op gewoon verzoek de lijst van de terreinen overleggen waarvoor de rapporten, onderzoeken of projecten waarin het decreet en dit besluit voorzien, lopen of overwogen worden, voor de periode opgegeven in het verzoek van de administratie;
- 6° de administratie en het « ISSeP » toegang tot zijn lokalen verlenen en inzage laten nemen van alle documenten betreffende de analyses uitgevoerd in het kader van de erkenning;
- 7° zich onderwerpen aan de door het « ISSeP » georganiseerde controles op de kwaliteit van de analyses. Die controles kunnen zonder voorafgaande verwittiging georganiseerd worden;
- 8° deelnemen aan de interlaboratoria tests en proeven die door het « ISSeP » georganiseerd worden;
- 9° zich voor elke opdracht uitgevoerd in het kader van zijn erkenning ervan vergewissen dat hij zich niet in een geval bevindt waarin hij zijn opdracht onmogelijk kan uitvoeren, zoals bedoeld in artikel 19;
- 10° over de nodige informaticamiddelen beschikken om de gegevens aan de monsternemers, de deskundigen of de administratie te verstrekken volgens de procedures die de administratie bepaalt;
- 11° de administratie op haar verzoek informatie verstrekken i.v.m. de toepassing en de evolutie van het milieubeheersysteem.

**Art. 18.** De erkende bodemsaneringsorganisatie die de verplichtingen van een drager van de in artikel 18 van het decreet bedoelde verplichtingen daadwerkelijk heeft overgenomen, moet :

- 1° jaarlijks binnen drie maanden na de datum van afgifte van de erkenning een onderzoeks- en saneringsrapport opmaken, met de lijst, de prioriteit en de data i.v.m. de uitvoering van de onderzoeken en saneringen die ze belooft na te komen en die ter goedkeuring aan de administratie voorleggen. Het rapport wordt aan de administratie gericht bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat vaste datum verleent. Indien het rapport onvolledig wordt geacht, wijst de administratie de bodemsaneringsorganisatie op de ontbrekende gegevens en stukken. De bodemsaneringsorganisatie beschikt met ingang van de datum van het verzoek van de administratie over dertig dagen om haar rapport aan te vullen. De administratie beslist binnen een termijn van zestig dagen, die ingaat op de datum van verzending van het rapport, en geeft de bodemsaneringsorganisatie kennis van haar beslissing;
- 2° de onderzoeken leiden op de verontreinigde terreinen zoals ze zich daartoe verbonden heeft in het rapport bedoeld in 1°;
- 3° onverminderd de bepalingen van de artikelen 56 en 57 van het decreet, de uitvoering van de handelingen tot sanering van de verontreinigde terreinen leiden zoals ze zich daartoe verbonden heeft in het rapport bedoeld in 1°.

**Art. 19.** Met uitzondering van de erkende bodemsaneringsorganisaties, mag de houder van een erkenning de activiteiten waarvoor hij erkend is niet uitoefenen in de volgende gevallen :

- 1° indien hijzelf, of een persoon die voor zijn rekening een directie- of beheersfunctie uitoefent, in rechtstreekse lijn tot en met de derde graad of in de zijlijn tot en met de vierde graad aanverwant is met de opdrachtgever of - als het gaat om de directie van bodemsaneringswerken - met de opdrachtgever of de uitvoerder van de werken of met elke andere persoon die een directie- of beheersfunctie uitoefent voor rekening van de opdrachtgever of van genoemde uitvoerder;
- 2° indien hijzelf, of een persoon die voor zijn rekening een directie- of beheersfunctie uitoefent, persoonlijk of via een tussenpersoon, aandeelhouder is, meerderheidsaandeelhouder of actieve vennoot van de opdrachtgever of - als het gaat om de directie van bodemsaneringswerken - van de opdrachtgever of de uitvoerder van de werken;
- 3° indien hijzelf, of een persoon die voor zijn rekening een directie- of beheersfunctie uitoefent, in rechtstreekse lijn of feitelijk, persoonlijk of via een tussenpersoon, een directie- of beheersfunctie uitoefent bij genoemde opdrachtgever of - als het gaat om de directie van bodemsaneringswerken - de opdrachtgever of de uitvoerder van de werken;
- 4° indien zijn activiteiten rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk onder welke vorm ook gecontroleerd of beheerd worden door de opdrachtgever of de uitvoerder van de werken;
- 5° indien hijzelf, of een persoon die voor zijn rekening een directie- of beheersfunctie uitoefent, rechtstreeks of onrechtstreeks belangen heeft bij een firma die toestellen, voorzieningen of producten produceert of in de handel brengt die een verontreiniging kunnen veroorzaken of die bestemd zijn om ze te bestrijden of die onder niet onder het gezag of het toezicht van die personen en firma staan.

### TITEL III. — Modaliteiten voor de monsterneming

**Art. 20.** De persoon die de monsters neemt moet :

- 1° de bodemmonsters nemen met inbegrip van de keuze van de monsternemingstechniek, de verpakking en de bewaring van de monsters totdat ze aan het laboratorium overhandigd worden, met inachtneming van de regels en technieken vermeld in de « CWBP » en in het « CWEA » die door de administratie goedgekeurd zijn.

De monsternemer voert de bodemmonsterneming uit onder de verantwoordelijkheid van de bevoegde persoon (personen) bedoeld in artikel 7, 4°, die de monsternemingen laat (laten) uitvoeren.

- 2° de monsternemingsrapporten laten medeondertekenen door de bevoegde persoon die de monsternemingen heeft laten uitvoeren;
- 3° actief deelnemen aan informatie- of vormingsvergaderingen i.v.m. zijn verplichtingen, minstens twintig uren per jaar, o.a. om perfect op de hoogte te zijn van de inhoud van het decreet, van de desbetreffende uitvoeringsbesluiten, de « CWEA » en het « CWBP », alsook van de andere technische en regelgevende documenten i.v.m. het decreet, en aan de administratie jaarlijks uiterlijk 31 januari het bewijs overleggen dat aan die bepaling voldaan is;
- 4° aan de administratie op gewoon verzoek de inventaris overleggen van de in het kader van het decreet of dit besluit uitgevoerde monsternemingen, alsook van de lopende of geplande monsternemingen, voor de periode opgegeven in het verzoek van de administratie;
- 5° over de nodige informaticamiddelen beschikken om de gegevens aan de laboratoria, de deskundigen of de administratie te verstrekken volgens de procedures die zij bepaalt.

### TITEL IV. — Werking van het comité voor het beheer van de databank van de bodemtoestand

**Art. 21.** Elke administratie en elke instelling van openbaar nut bedoeld in artikel 13, eerste lid, van het decreet legt een dubbele lijst van gewone en plaatsvervangende kandidaten aan de Minister van Leefmilieu over.

De Regering wijst de voorzitter van het beheerscomité aan en benoemt gelijktijdig de gewone en plaatsvervangende leden van dat comité.

De mandaten worden toegekend voor een periode van vijf jaar. Ze beginnen te lopen op de datum van ondertekening van het besluit tot benoeming van de leden van het comité.

Het comité kan personen met bijzondere bevoegdheden uitnodigen om aan de werkzaamheden deel te nemen. Die personen zijn niet stemgerechtigd.

Het comité wordt door de voorzitter bijeengeroepen.

Het comité beraadslaagt slechts op geldige wijze als minstens de helft van de leden aanwezig is. Indien die voorwaarde niet vervuld is, wordt het comité weer bijeengeroepen met dezelfde agenda. Het beslist dan op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Wanneer minstens één vierde van de aanwezige stemgerechtigde leden zich tegen het door de meerderheid uitgebracht advies verzet, gaat het advies vergezeld van een bericht waarin gewag wordt gemaakt van de afvallige mening.

**TITEL V. — Modaliteiten voor de organisatie van de overlegvergaderingen indien er meer dragers zijn**

**Art. 22.** De overlegvergadering dient om de voor eenzelfde terrein aangewezen dragers in staat te stellen hun acties te coördineren, en zelfs om een gemeenschappelijk project in te dienen.

De administratie organiseert de overlegvergadering in de gemeente waar de grootste oppervlakte van het terrein gelegen is.

Ze roept de betrokken dragers en de gemeente minstens vijftien dagen vóór de overlegvergadering op. Er wordt geen overlegvergadering belegd tussen 16 juli en 15 augustus, noch tussen 24 december en 1 januari.

De overlegvergadering wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de gemeente. De milieuvadviser of een vertegenwoordiger van de gemeente neemt er het secretariaat van waar en maakt de notulen op. Hij maakt ze binnen dertig dagen na de vergadering aan de dragers en aan de administratie over.

**TITEL VI. — Wijzigings- en slotbepalingen**

**Art. 23.** § 1. Artikel 681bis/73, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming door de invoering van specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op de installatie en de uitbating van benzinestations, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 november 2000, 17 juli 2003 en 7 juli 2005, wordt vervangen als volgt :

« Om als deskundige in het vak « opslaginstallatie » erkend te worden, moeten de volgende voorwaarden vervuld worden : »

§ 2. In de artikelen 681bis/64, eerste lid, en 681bis/75, tweede en derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « door een deskundige erkend in het vak grond- en ondergrondverontreiniging » vervangen door de woorden « door een deskundige van categorie 1 in de zin van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer »;

§ 3. In artikel 681bis/66, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « onder de verantwoordelijkheid van de deskundige erkend in het vak grond- en ondergrondverontreiniging » vervangen door de woorden « volgens de modaliteiten betreffende de monsternemingen bedoeld in artikel 27 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer »;

§ 4. In artikel 681bis/67, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « door een deskundige erkend in het vak grond- en ondergrondverontreiniging » vervangen door de woorden « door een deskundige van categorie 2 in de zin van het besluit van de Waalse Regering betreffende het bodembeheer »;

§ 5. De erkenningen in het vak « grond- en ondergrondverontreiniging » bedoeld in artikel 681bis/73, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit die vervallen vóór het einde van de periode van één jaar bedoeld in artikel 93 van het decreet worden automatisch hernieuwd tot de einddatum van die periode.

**Art. 24.** Artikel 23, § 1 tot § 4, treedt in werking een jaar na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 25.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering betreffende het bodembeheer

**ERKENNINGSAANVRAAGFORMULIER**

**VAK I. (VOORBEHOUDEN AAN DE ADMINISTRATIE)**

Nr van het dossier : ..... Invoerdatum ..... / ..... / .....

Naam van de aanvrager : .....

Adres: .....

Contactpersoon : .....

**VAKKEN II TOT IX (IN TE VULLEN DOOR DE AANVRAGER)**

*In dit vak wordt onder "aanvrager" verstaan de natuurlijke personen die de erkenning aanvraagt of, als het om een rechtspersoon gaat, de natuurlijke personen in dienst genomen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning wordt aangevraagd.*

*De aanvrager moet de bijlagen referenceren en ze volgens de opstelling van dit formulier overleggen.*

*De vereiste stukken en attesten zijn origineel en van recente datum.*

**VAK II : TYPE AANVRAAG**

De aanvraag betreft:

de erkenning als deskundige :

categorie 1

categorie 2

de erkenning als laboratorium

de erkenning als bodemsaneringsorganisatie

**VAK III : IDENTITEIT VAN DE AANVRAGER****1. Indien het gaat om een rechtspersoon of om een tijdelijke vennootschap**

1.1. Firma of benaming : .....

Rechtsvorm : .....

Adres van de maatschappelijke zetel :

Gemeente :..... Postcode : .....

Straat : ..... nr. .... bus .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Adres van de exploitatiezetel :

Gemeente :..... Postcode : .....

Straat : ..... nr. .... bus .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

1.2. Ondertekenaar van de aanvraag :

Naam : .....

Voornaam : .....

Functie : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

1.3. Contactpersoon in het kader van de aanvraag :

Naam : .....

Voornaam : .....

Functie : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Voorkeursoproepuur (-uren), -dag(en) : .....

1.4. Nominatieve lijst van de bestuurders, beheerders of personen die de vennootschap waarvoor de aanvraag is ingediend kunnen verbinden

Naam : .....

Voornaam : .....

Functie : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Naam : .....

Voornaam : .....

Functie : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Nam : .....

Voornaam : .....

Functie : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Naam : .....

Voornaam : .....

Functie : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Naam : .....

Voornaam : .....

Functie : .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

1.5. **Bijlage ALG 1**

Een afschrift van de bekendmaking van de statuten van de rechtspersoon of van de tijdelijke vennootschap of een voor eensluidend verklaard afschrift van de aanvraag tot bekendmaking van de statuten overleggen

**2. Indien het gaat om een natuurlijke persoon**

2.1. NAAM : .....

Voornaam : .....

Nationaliteit : .....

2.2. Woonplaats :

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr. .... bus .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

Voorkeursoproepuur (-uren), -dag(en) : .....

2.3. Adres van de exploitatiezetel :

Gemeente : ..... Postcode : .....

Straat : ..... nr. .... bus .....

☎ : ..... Fax : ..... E-mail : .....@.....

**VAK IV: ANDERE ERKENNING(EN) WAAROVER DE AANVRAGER BESCHIKT** erkenning als deskundige :O categorie 1      Nr. dossier :  
Datum erkenning:O categorie 2      Nr. dossier :  
Datum erkenning : erkenning als laboratorium      Nr. dossier :  
Datum erkenning : erkenning als bodemsaneringsorganisatie  
Nr. dossier :  
Datum erkenning :

**VAK V : ALGEMENE GEGEVENS TE VERSTREKKEN DOOR DE AANVRAGER****1. Identiteit en diploma('s) van de aanvrager of, indien het om een rechtspersoon gaat, van de natuurlijke personen in dienst genomen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning wordt aangevraagd :**

NAAM :	Voornaam :
Diploma('s) :	
Jaar en plaats van de verkrijging :	
Ervaring van 3 jaar opgedaan in de loop van de zes jaren voorafgaand aan de datum van de aanvraag tot erkenning* ...	<input type="radio"/> ja <input type="radio"/> nee
Type contract tussen de persoon en de vennootschap :	
NAAM :	Voornaam :
Diploma('s) :	
Jaar en plaats van de verkrijging :	
Ervaring van 3 jaar opgedaan in de loop van de zes jaren voorafgaand aan de datum van de aanvraag tot erkenning* ...	<input type="radio"/> ja <input type="radio"/> nee
Type contract tussen de persoon en de vennootschap :	
NAAM :	Voornaam :
Diploma('s) :	
Jaar en plaats van de verkrijging :	
Ervaring van 3 jaar opgedaan in de loop van de zes jaren voorafgaand aan de datum van de aanvraag tot erkenning* ...	<input type="radio"/> ja <input type="radio"/> nee
Type contract tussen de persoon en de vennootschap :	
NAAM :	Voornaam :
Diploma('s) :	
Jaar en plaats van de verkrijging :	
Ervaring van 3 jaar opgedaan in de loop van de zes jaren voorafgaand aan de datum van de aanvraag tot erkenning* ...	<input type="radio"/> ja <input type="radio"/> nee
Type contract tussen de persoon en de vennootschap :	

2. Indien het gaat om een aanvraag tot erkenning als deskundige van categorie 1 of 2 of om een aanvraag tot erkenning als laboratorium, identiteit en diploma('s) van de bevoegde persoon (personen)

NAAM : Voornaam :  
Diploma('s) :  
Jaar en plaats van de verkrijging :  
Type contract tussen de persoon en de vennootschap :

**Bijlage ALG 2**

De stukken verstrekken ter bevestiging van de deelneming aan de informatie- of vormingsvergaderingen i.v.m. zijn opdrachten en het regelgevende kader hiervan, naar rato van 20 u/jaar.

3. Indien het gaat om een aanvraag tot erkenning als deskundige van categorie 1 of 2, identiteit en diploma('s) van de persoon (personen) bevoegd voor het gebruik en de uitleg van het model voor de analyse van de risico's van de bodemverontreinigende stoffen voor de menselijke gezondheid en van het model (de modellen) van de risico's voor verspreiding van verontreinigende stoffen in de grondwateren, aanvaard door de administratie.

NAAM : Voornaam :  
Diploma('s) :  
Jaar en plaats van de verkrijging :  
Type contract tussen de persoon en de vennootschap :

NAAM : Voornaam :  
Diploma('s) :  
Jaar en plaats van de verkrijging :  
Type contract tussen de persoon en de vennootschap :

Voor elke persoon geïdentificeerd onder de punten 1, 2 en 3 hierboven het volgende overleggen :

**Bijlage ALG 3**

**een afschrift van het (de) diploma('s), alsook een curriculum met een lijst van de opdrachten die al vervuld zijn in het kader van één of meer domeinen waarop de aangevraagde erkenning betrekking heeft en een beknopte inventaris van de rapporten, onderzoeken of projecten verricht in dat kader;**

Bijlage ALG 3bis  
**een afschrift van het contract (de contracten) gesloten met de aanvrager van de erkenning.**

**4. Technische, financiële en morele garanties :**

Bijlage ALG 4  
**Een lijst overleggen van de technische middelen waarover de aanvrager beschikt.**

Bijlage ALG 5  
**Een verklaring op erewoord overleggen waaruit blijkt dat de aanvrager over voldoende financiële middelen beschikt om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning aangevraagd wordt.**

Bijlage ALG 6  
**Een recent attest overleggen waaruit blijkt dat de aanvrager zijn sociale en fiscale verplichtingen is nagekomen;**

Bijlage ALG 7  
**Een recent uittreksel uit het strafregister van de aanvrager overleggen of, indien het om een rechtspersoon gaat,**  

- een uittreksel uit het strafregister van de natuurlijke personen in dienst genomen om te voldoen aan de voorschriften krachtens welke de erkenning wordt aangevraagd –
- een uittreksel uit het strafregister van de rechtspersoon.

**VAK VI : BIJKOMENDE GEGEVENS TE VERSTREKKEN DOOR DE AANVRAGER VAN EEN ERKENNING ALS DESKUNDIGE VAN CATEGORIE 1 OF 2**

Bijlage DES 1  
**Een verbintenis overleggen van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij die aangegaan moet worden binnen de maand van de kennisgeving van de erkenning, een beroepsaansprakelijkheidsverzekering ter dekking van de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd**

Bijlage DES 2  
**Het afschrift van het kwaliteitshandboek van de aanvrager overleggen.**

Bijlage DES 3  
**Een verklaring overleggen waaruit blijkt dat de aanvrager zich verbindt tot de naleving van het geheel van de regels bedoeld in artikel 16 van het besluit.**

**VAK VII: BIJKOMENDE GEGEVENS TE VERSTREKKEN DOOR DE AANVRAGER VAN EEN ERKENNING ALS LABORATORIUM****Bijlage LABO 1**

**Het rapport van het « ISSeP », gunstig geacht door de administratie, overleggen.**

**Bijlage LABO 2**

**De stukken en de planning overleggen waaruit blijkt dat de maatregelen i.v.m. de accreditatie in het referentieel NBN EN ISO 17025 zijn genomen en dat een kwaliteitsverzekering BELAC betreffende de technieken voor de analyses van de parameters in bijlage 1 bij dit decreet is verkregen.**

**Bijlage LABO 3**

**De stukken en de planning overleggen waaruit blijkt dat een milieubeheer- en milieuauditsysteem tot stand is gebracht overeenkomstig Verordening EEG nr. 761/2001 van 19 maart 2001 waarbij de houders van erkenningen vrijwillig kunnen deelnemen aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem ten einde de registratie « EMAS » te verkrijgen.**

**Bijlage LABO 4**

**Een verklaring overleggen waaruit blijkt dat de aanvrager zich verbindt tot de naleving van het geheel van de regels bedoeld in artikel 17 van het besluit van de Waalse Regering.**

**VAK VIII: BIJKOMENDE GEGEVENS TE VERSTREKKEN DOOR DE AANVRAGER VAN EEN ERKENNING ALS BODEMSANERINGSORGANISATIE****Bijlage BOSANORG 1**

**Een verbintenis overleggen van de aanvrager en van de verzekeringsmaatschappij die aangegaan moet worden binnen de maand van de kennisgeving van de erkenning, een beroepsaansprakelijkheidsverzekering ter dekking van de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd**

**Bijlage BOSANORG 2**

**Een verklaring overleggen waaruit blijkt dat de aanvrager zich verbindt tot de naleving van het geheel van de regels bedoeld in artikel 18 van het besluit tot uitvoering van het decreet betreffende het bodembeheer**

**Bijlage BOSANORG 3**

**Indien het gaat om een aanvraag tot erkenning als bodemsaneringsorganisatie die van een tijdelijke vennootschap uitgaat, het bewijs leveren van de beroepservaring en -bekwaamheid van de deelnemers of van andere entiteiten, ongeacht de rechtsvorm die de tijdelijke vennootschap en die entiteiten bindt.**

**Bijlage BOSANORG 4**

**Een afschrift van de statuten met de elementen bedoeld in artikel 15, 4°.**

**BIJLAGEN**

De aanvrager moet de bijlagen referenceren en ze in de bij het besluit bepaalde volgorde overleggen.

De bijkomende bijlagen zijn genummerd en worden in de verschillende vakken geïdentificeerd.

Ondergetekende, ....., bevestigt dat de gegevens hierboven volledig en juist zijn.

Gedaan te ....., op .....

Handtekening

**De aanvraag tot erkenning wordt gericht aan de Directeur Général de la Direction Générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement, 15 avenue Prince de Liège 5100 NAMUR (Jambes).**

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende het bodembeheer.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN